

# Les valeurs dans la Communauté européenne : l'érosion des extrémismes \*

**Louis Chauvel,**

*Département des études de l'OFCE*

*Cellule de sociologie*

*Malgré l'importance des enjeux, la dynamique des opinions, attitudes et valeurs est mal connue en Europe. La principale cause réside en la difficulté de collecter des données comparables concernant les pays européens sur une durée suffisamment longue pour observer des évolutions tangibles. Ce constat a suscité l'entreprise d'un groupe européen de recherche sur les valeurs, l'European Values Study, qui réalisa deux enquêtes, en 1981 et 1990, portant sur neuf pays européens.*

*Aujourd'hui encore, la diversité des valeurs est évidente : des pays profondément enracinés dans le christianisme et des pays laïcisés, des pays où la rigueur morale est forte, et d'autres où la tolérance est édifiée en principe, des pays attachés à la famille, d'autres pour lesquels elle ne compte pas,....*

*Rien ne serait donc commun aux pays d'Europe. Pourtant, sous cette apparente diversité qui suggérerait l'autonomie nationale de l'univers des valeurs, une unité se révèle. Les dimensions suivant lesquelles s'organisent les valeurs sont communes à l'Europe, puisque chaque nation comporte ses modernistes et ses conservateurs, ses extrémistes et ses modérés. Ces choix de valeurs, en outre, s'expliquent sensiblement par les mêmes variables socio-démographiques : l'appartenance nationale est influente, mais elle est d'une force comparable à la détermination par le statut social.*

*Il s'avère, enfin, que les évolutions sur dix ans montrent l'orientation de l'Europe vers le pôle de la modération. Une structure de valeurs communes à l'ensemble de l'Europe émerge. Reste que, sur l'axe qui différencie les modérés des extrémistes, les différences nationales restent importantes, et mettent en évidence une population allemande problématique.*

---

\* Nous tenons à remercier Hélène Riffault et Jean-François Tchernia de nous avoir communiqué les données des sondages européens de 1981 et de 1990; nous avons aussi bénéficié de l'aide d'Olivier Galland et de Pierre Bréchon, dont les indications nous furent précieuses ; Etienne Schweisguth, du CEVIPOF, nous a fait gagner un temps précieux en mettant à notre disposition ses données, ce pour quoi il trouve ici toute notre reconnaissance. Les données présentes, recueillies, pour ce qui est de la France, par l'institut *Faits et Opinions*, ont été exploitées par un groupe de chercheurs qui, sous la direction d'Hélène Riffault, produira au mois de mai 1993, aux PUF, un ouvrage intitulé *Le système de valeurs des Français*. La responsabilité des traitements, calculs, exploitations, qui ont été réalisés au sein de l'OFCE, ainsi que celle des analyses présentées, incombe entièrement à l'auteur du présent article.

En 1983, Jean Stoetzel <sup>(1)</sup> publiait aux PUF *les Valeurs du temps présent*, suite à ce qui constituait la première enquête systématique et unifiée (voir encadré 1) sur les valeurs et opinions dans neuf pays qui étaient ou allaient devenir membres de la Communauté européenne (CE) ; en 1990, cette enquête fut relancée, ce qui permet de disposer, sur une centaine de questions communes, d'une comparaison portant sur neuf pays de la CE, avec un recul de neuf ans. Les principales problématiques du questionnaire se conçoivent sous des regroupements tels que la religion, la morale, la famille, la politique, ..., autant de sujets où les visions du monde sont différentes, variables, soumises aux choix de chaque individu, mais où, surtout, les déterminismes collectifs sont particulièrement puissants, puisque les valeurs dépendent des époques comme des nations, des classes d'âge comme, plus largement, du statut social des individus.

### 1. Les caractéristiques de l'enquête EVS

Inspiré en partie de l'exemple japonais d'une enquête quinquennale — enquête destinée à suivre, depuis les années cinquante, l'évolution dans le temps des valeurs et motivations de la population nippone —, et placé sous l'autorité morale du RP Jan Kerkhofs, professeur à l'université de Louvain, l'*European Value Systems Study Group* (EVSSG, puis EVS) réalisa sa première enquête européenne en 1981. L'objectif principal était de mettre des sondages comparables sur l'ensemble des pays d'Europe à la disposition des chercheurs. En naquit, sous la plume de Jean Stoetzel, entre autres contributions, un livre connu du public français : *Les Valeurs du temps présent*. Les pays concernés par ce sondage furent l'Espagne (E), l'Italie (I), la France (F), la Belgique (B), les Pays-Bas (NL), la République d'Irlande (IR), la Grande-Bretagne (GB), la République fédérale d'Allemagne (D), et le Danemark (DK) (entre parenthèses : abréviation utilisée dans l'ensemble du texte).

L'expérience fut reconduite en 1990, à l'identique, sur une centaine de questions communes avec 1981 et sur un descriptif socio-démographique comparable. Malheureusement, le Danemark fit sécession et se retourna vers ses voisins scandinaves : si les questions restèrent identiques, le descriptif socio-démographique fut transformé pour ressembler aux canons indigènes de la codification des catégories sociales : inexploitable directement au-delà du sexe et de l'âge. En dehors de la disparition de ce descriptif, les neufs pays peuvent être livrés à une comparaison systématique : synchronique, diachronique, internationale.

---

(1) Jean Stoetzel (1910 - 1987), professeur de psychologie sociale à la Sorbonne, fut en France le premier représentant d'une certaine sociologie que ses détracteurs qualifient d'américaine, c'est-à-dire nomologique, positive, et quantitativiste; ses liens avec Paul Lazarsfeld, le fait qu'il créa le premier institut français d'étude des opinions, l'IFOP, et initia en France les premiers sondages, en 1938, montrent sa spécificité dans le monde de la sociologie. Il publia *La théorie de l'opinion* aux PUF en 1943, et *La psychologie sociale*, chez Flammarion en 1978, qui sont les deux jalons principaux de son parcours universitaire. *Les valeurs du temps présent* fournit en outre la première comparaison européenne valable des systèmes de valeurs sur l'ensemble des pays européens.

L'enquête concerne en tout et pour tout 26817 individus, qui se répartissent comme suit :

*Effectifs de l'enquête*

Pays	1981	1990
E : Espagne	2303	2222
F : France	1200	1002
GB : Grande-Bretagne	1231	1484
D : Allemagne (Ouest)	1304	2101
I : Italie	1348	2018
NL : Pays-Bas	1221	1017
DK : Danemark	1182	1030
B : Belgique	1145	2792
IR : Irlande	1217	1000
total	12151	14666

Source : enquête EVS 1981 et 1990.

Chacun de ces sondages a été réalisé indépendamment, suivant la méthode des quotas. Des pondérations ont été calculées de façon à rétablir les tailles relatives des neuf pays. Une moyenne, intitulée dans le texte « CE », est la moyenne pondérée des réponses de ces neuf pays, sur des échantillons, comme nous pouvons le voir, de taille tout à fait convenable.

Avant toute chose, la question de la définition des valeurs et de leur influence sur l'existence individuelle et collective se pose. Les valeurs sont pour nous des croyances normatives, portées par les individus, et relatives à ce que le monde devrait être, à ce qu'il serait bon qu'il soit, aux voies qu'il devrait suivre, aux comportements que les autres devraient adopter : ce sont des visions du monde. Le propre des valeurs est qu'elles ne sont pas les mêmes d'un individu à l'autre : elles constituent autant un mode d'identification de l'individu que de différenciation sociale et, éventuellement, de conflit pour la collectivité. Même interrogés individuellement, les répondants des enquêtes sont le reflet de leur appartenance sociale ; comme nous le verrons, le conditionnement des valeurs d'un individu par son âge ou sa nationalité, par sa situation dans la hiérarchie sociale ou par l'époque elle-même, est parfaitement mis en lumière par l'analyse des enquêtes. Derrière l'idiosyncrasie de l'individu, les enquêtes sur les valeurs interrogent les potentialités des collectivités sociales et nationales. Le lien entre valeurs — phénomène subjectif — et appartenance sociale — phénomène objectivé par une multitude de petits faits de l'existence — est le principal enseignement des enquêtes d'opinion : le domaine de la subjectivité possède des racines objectives. Par conséquent, ce type d'enquête permet de révéler le lien entre appartenance sociale et conflits collectifs potentiels.

Lors des consultations électorales comme au long de la vie collective des sociétés, les déterminismes nationaux et sociaux agissent dans l'orientation d'un choix qui décidera des réalités objectives. La République d'Irlande repousse la libéralisation de l'avortement à chaque référendum ; le vote des jeunes, souvent plus à gauche que la moyenne nationale, peut renverser des majorités ; la population italienne, que nous supposons souvent instable, mais qui semble en fait fort ancrée dans les valeurs de modération, résiste particulièrement bien devant une crise grave de son Etat et de son économie ; la population allemande, qui fait figure de privilégiée économique en Europe, fait montre pourtant de comportements inquiétants. Le lien entre valeurs et faits est relatif, peut-être probabiliste : il n'est pas question de chercher une juste correspondance entre les opinions et les actions, ce qui serait d'autant plus délicat que les appareils politiques nationaux des démocraties européennes ont tous créé des systèmes régulateurs — la représentation parlementaire, par exemple — au terme desquels l'appel à la volonté du peuple est souvent évitée. L'exemple typique en est celui de la peine de mort, qui fut abolie en France au moment où les opinions en sa faveur redevenaient majoritaires. L'opinion est une contrainte très relative devant laquelle les faits peuvent évoluer à leur guise, en deçà de certaines limites : la libéralisation de l'avortement, de la pilule contraceptive chez les mineures, et la légalisation de la pornographie, dans le France de 1974, met en lumière ce que l'on pourrait appeler un *seuil critique* au-delà duquel s'imposent les réformes et les modifications.

L'exercice que nous nous proposons de mener est plutôt celui d'une description des systèmes de valeur en Europe, et d'une recherche des déterminismes qui sont les leurs : en quelque sorte, une cartographie des visions du monde en Europe.

Pour ce faire, seront abordées analytiquement les principales différences de valeurs en Europe, au travers de thèmes séparés que sont la famille, la politique, la religion, la tolérance. Ensuite, il s'agira de dévoiler les principales dimensions qui structurent l'espace des valeurs, et donc les différences sociales tant que nationales des choix de valeurs. Enfin, les effets propres de la nationalité et du statut des individus interrogés seront comparés, pour montrer qu'il existe moins de différences entre deux Européens originaires de deux pays différents, mais de statut social semblable, qu'entre deux concitoyens de statut différent ( en termes d'âge, de diplôme, de rapport à la religion, etc. ) .

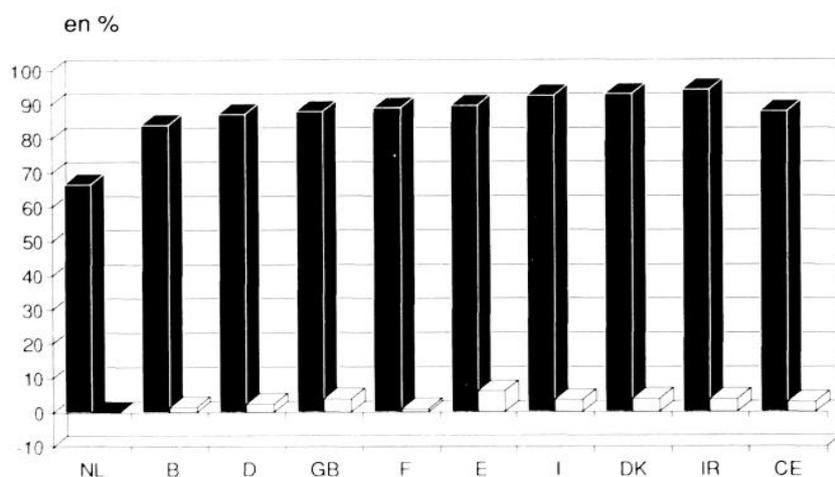
## **Des différences nationales rémanentes**

Les démarches comparatives en sociologie sont tributaires du modèle national : comparer deux nations reviendrait à établir des différences durables sur des points précis, et à montrer que, structurellement, telle société nationale possède foncièrement telle caractéristique qui la différencie des autres. Ce n'est là qu'un point de vue partiel, que nous allons suivre dans cette première partie, mais qui souffre d'une faiblesse épistémologique : le fait d'oublier que les sociétés nationales, si elles sont le produit de leur histoire, de leur propre dynamique politique, dotées d'institutions

qui ne sont pas celles des autres nations, sont en revanche constituées d'individus divers et différents, comprennent toutes des jeunes et des vieux, des riches et des pauvres, des diplômés et des non-diplômés, des « cols bleus » et « cols blancs », des incroyants et des religieux, etc. L'observation dans un pays donné d'une opinion moyenne consiste en fait à oublier toute la variété (la variance) des attitudes chez l'ensemble des citoyens, attitudes qui sont le plus souvent liées aux statuts socio-démographiques des individus. Comparer des nations consiste à postuler que, parmi toutes les déterminations possibles du choix, seule compte la détermination nationale : il s'agit d'un point de vue partiel autant que partial. C'est ce qui sera fait en première instance, avant de procéder de façon plus systématique et de comparer la puissance des déterminations nationales et des déterminations socio-démographiques. Nous passerons donc en revue les choix de valeur relativement à la famille à la politique, à la religion, à la morale, parmi les neuf nations représentées dans l'enquête.

### Le retour à la famille

Si la famille avait fait l'objet du discrédit du militantisme post-soixante-huitard, l'Europe des années quatre-vingt l'a réévaluée. La famille est au pinacle de l'espoir <sup>(2)</sup>. Il s'agit là d'un phénomène global et majeur sur la totalité de l'Europe.



1. Il faut accorder plus d'importance à la vie de famille

- Pourcentage 1990
- Variations 1990 - 1981

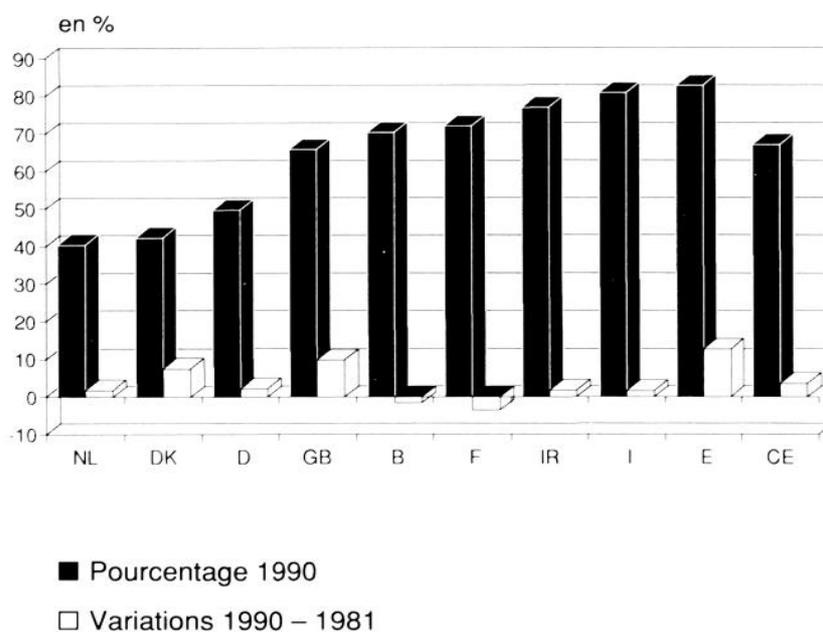
Note : en noir : pourcentage en 1990 ; en blanc : évolution entre 1981 et 1990 (pct. 1990 moins pct. 1981).

Source : Enquête EVS 1981 et 1990 ; calculs OFCE.

(2) « Je vais vous citer des changements qui pourraient se produire dans notre manière de vivre d'ici quelque temps. Voulez-vous me dire pour chacun si vous pensez que ce serait une bonne chose, une mauvaise chose, ou si cela vous est égal ? » (...) « Qu'on attache davantage d'importance à la vie de famille. »

Depuis 1970, l'augmentation de l'âge du premier mariage, du célibat, du divorce, des naissances hors mariage, des familles monoparentales, du concubinage, etc. avait laissé supposer la fin de la famille. Si cette tentation était forte, une autre hypothèse, celle suivant laquelle d'autres modèles matrimoniaux et familiaux émergeaient pour susciter d'autres formes de la famille, s'échafaudait : si la famille ancienne disparaissait, une autre naissait. Les évolutions récentes sont en fait réduites à une crise du couple, et non des rapports parents-enfants <sup>(3)</sup>. Les attitudes à l'égard de la famille, et leurs évolutions depuis 1981, montrent que les liens de parenté directe font l'objet de plus d'attente, aussi bien en ce qui concerne les parents <sup>(4)</sup> que les enfants <sup>(5)</sup>.

## 2. Il faut aimer et respecter ses parents



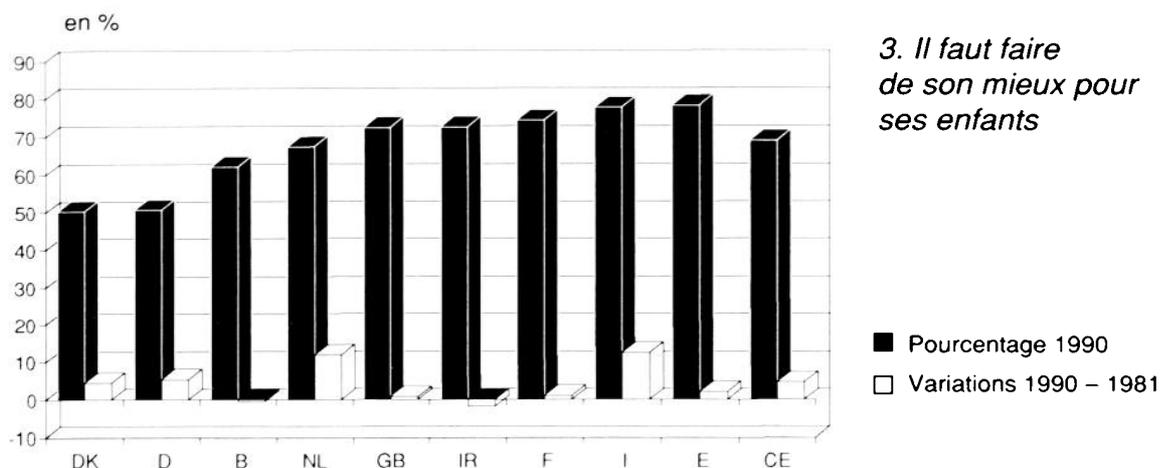
Note : en noir : pourcentage en 1990 ; en blanc : évolution entre 1981 et 1990 (pct. 1990 moins pct. 1981).

Source : Enquête EVS 1981 et 1990 ; calculs OFCE.

(3) (Cf. Forsé, 1990).

(4) « avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus d'accord ? » 1 : « Quels que soient les qualités et les défauts de ses parents, on doit toujours les aimer et les respecter ». 2 : « On n'a pas le devoir de respecter et d'aimer ses parents quand ils ne l'ont pas mérité par leur comportement et leur attitude ».

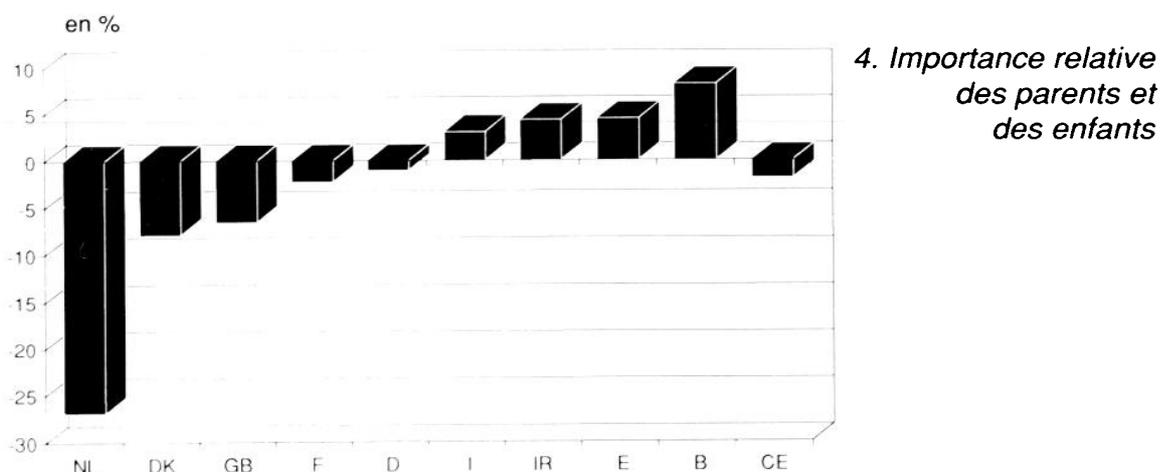
(5) « Laquelle des affirmations suivantes correspond le mieux à votre opinion, en ce qui concerne la responsabilité des parents à l'égard de leurs enfants ? » 1 : « Le devoir des parents est de faire de leur mieux pour leurs enfants, même aux dépens de leur propre bien-être ». 2 : « Les parents ont leur vie à eux et on ne doit pas leur demander de sacrifier leur propre bien-être au bénéfice de leurs enfants ».



Note : en noir : pourcentage en 1990 ; en blanc : évolution entre 1981 et 1990 (pct. 1990 moins pct. 1981).

Source : Enquête EVS 1981 et 1990 ; calculs OFCE.

Les questions relatives à la parentèle ascendante comme descendante présentent, d'une façon générale, des scores élevés et en hausse sur la décennie quatre-vingt. Le respect des parents distingue particulièrement l'Europe latine et catholique, où seuls les Néerlandais, en majorité — très relative — catholiques, se montrent particulièrement peu sensibles à la parentèle ascendante. Les Danois, ainsi que les Allemands se veulent moins liés à leur parenté. Le cas allemand est, au demeurant, fort intéressant : l'histoire de ce siècle aurait pu susciter en Allemagne un déni de la seule parenté ascendante, associée largement à la période historique du nazisme, ce qui ne peut être le cas de la parenté descendante. Les faits sont paradoxaux : tout faire pour les enfants est aussi vide de sens, pour les Allemands, que respecter ses parents. La parentèle, simplement, n'est pas une valeur très importante en Allemagne.



Note : Différence entre le pourcentage « il faut respecter ses parents » et « il faut faire de son mieux pour les enfants ». En positif : les pays où la parenté ascendante est plus valorisée. En négatif, ceux où la parenté descendante est considérée comme plus importante.

Source : Enquête EVS 1981 et 1990 ; calculs OFCE.

La comparaison avec les efforts à fournir pour les enfants est intéressante, parce que le consensus est plus général que pour les parents — les pays étant moins distants les uns des autres —, et la hiérarchie bousculée. La confrontation des deux questions permet de distinguer une Europe catholique, valorisant plus les rapports aux parents, et une autre, protestante ou laïcisée, qui valoriserait de préférence les enfants. Les évolutions se font plutôt vers une reconnaissance plus poussée de l'importance des liens de parenté : loin de se déliter, le souci de la parentèle gagne en importance.

### **Politique : renforcement de la social-démocratie**

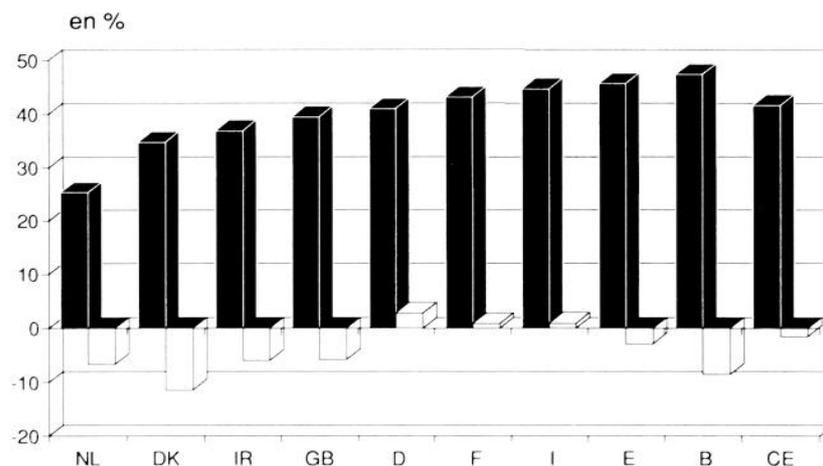
Les études des comportements politiques se concentrent le plus souvent sur l'échelle gauche-droite <sup>(6)</sup>, laquelle ne présente, à la vérité, que peu d'intérêt.

Entre les individus qui ne se positionnent pas et ceux qui font le choix du centre, ce sont 42 % de la population européenne qui ne participent pas à l'antagonisme gauche-droite. Les résultats sont que 28 % de la population se situent à gauche, et 31 à droite. Nous voyons où se situe la majorité : hors de ce choix-là.

Les histogrammes du positionnement gauche-droite par pays sont aussi explicites : à l'exception de l'Irlande, ce sont des courbes à un seul mode où le maximum est au centre. De telles échelles ne présentent donc que peu d'intérêt : un indicateur devant lequel 30 à 50 % des citoyens refusent de se positionner ne saurait être fiable. Il révèle plutôt que l'opposition « gauche-droite » ne représente pas grand chose pour les Européens.

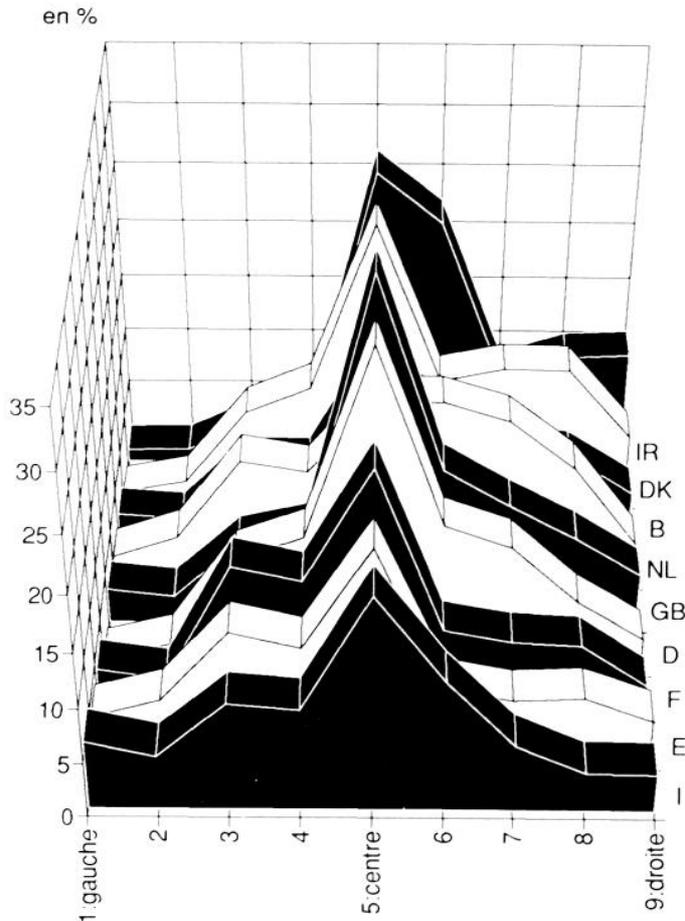
#### **5. Centre et non-réponses à l'échelle politique**

■ Pourcentage 1990  
□ Variations 1990–1981



Source : Enquête EVS 1981 et 1990 ; calculs OFCE.

(6) « A propos de la politique, les gens parlent de gauche et de droite. Vous-même, où vous situez-vous sur cette échelle d'une façon générale? » suit l'échelle en dix paliers de la gauche à la droite.



6. Le positionnement droite-gauche suivant les pays

Source : Enquête EVS 1981 et 1990; calculs OFCE.

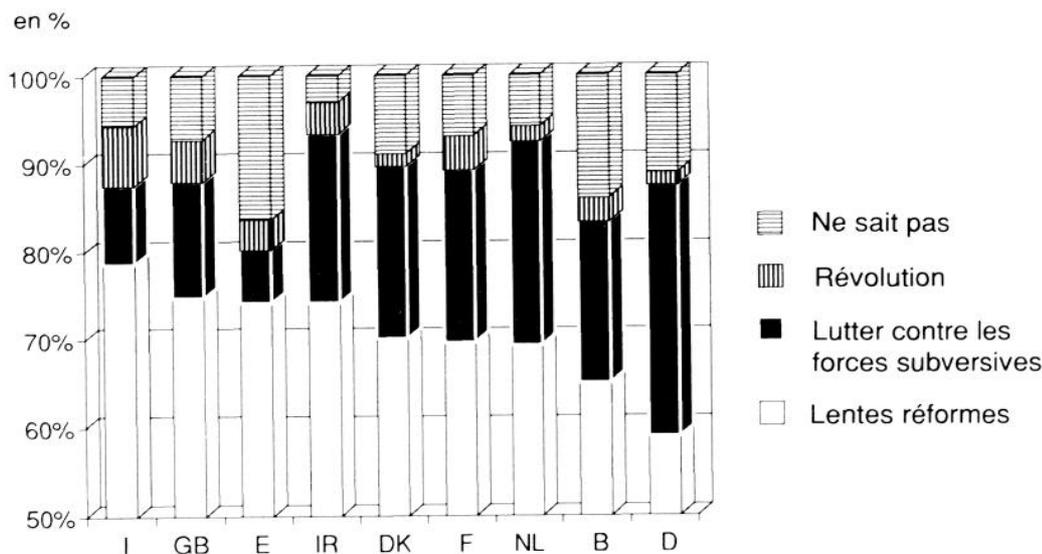
Plus que l'orientation gauche-droite, le *style* de l'action politique <sup>(7)</sup> est plus représentatif des différences nationales de vision du politique.

Devant une telle question, le choix de la lente amélioration est largement majoritaire, dans tous les pays. Ce constat montre combien l'idée d'évolution consensuelle de la société est largement répandue en Europe. Cependant, les variations relatives des autres items sont très révélatrices des tendances divergentes. Si l'analyse des non-réponses est délicate dans ce cas, notamment pour l'Espagne, la voie révolutionnaire apparaît très marginale ; la Grande-Bretagne mise à part, le choix de la révolution singularise plutôt l'Europe catholique.

La lutte contre la subversion, en revanche, permet de repérer les pays où un pôle de conservatisme dur est présent : il s'agit d'un indicateur de ce qui constitue actuellement le réservoir potentiel des partis conservateurs dont l'idéologie est

(7) « Sur cette carte se trouvent trois attitudes fondamentales vis-à-vis de la société dans laquelle nous vivons. Voulez-vous choisir celle qui correspond le mieux à vos idées personnelles ? » 1 : « il faut changer radicalement toute l'organisation de notre société par une action révolutionnaire ». 2 : « il faut améliorer petit à petit notre société par des réformes » 3 : « il faut défendre courageusement notre société actuelle contre toutes les forces subversives ».

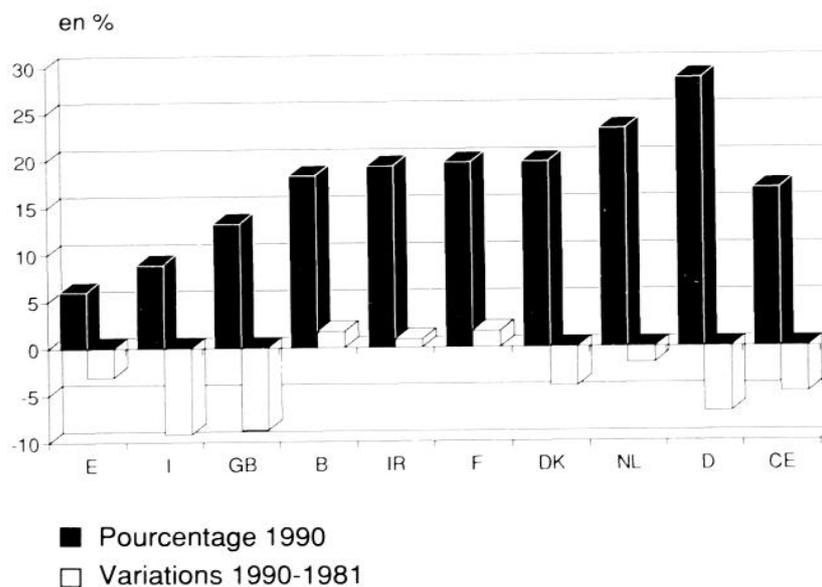
### 7. Les modalités du changement dans la société en 1990



Source : Enquête EVS 1981 et 1990; calculs OFCE.

située en dehors des règles consensuelles de la social-démocratie. Il apparaît que dans les péninsules méditerranéennes, ainsi qu'en Grande-Bretagne, cette tendance de conservatisme radical et extrême est limitée. En revanche, les Pays-Bas, aussi permissifs et tolérants soient-ils, présentent leurs contrastes internes : un conflit latent important y apparaît entre progressistes et conservateurs ; pour un nombre important de Néerlandais, la coupe de la permissivité est pleine.

### 8. Lutter contre les forces subversives



■ Pourcentage 1990  
□ Variations 1990-1981

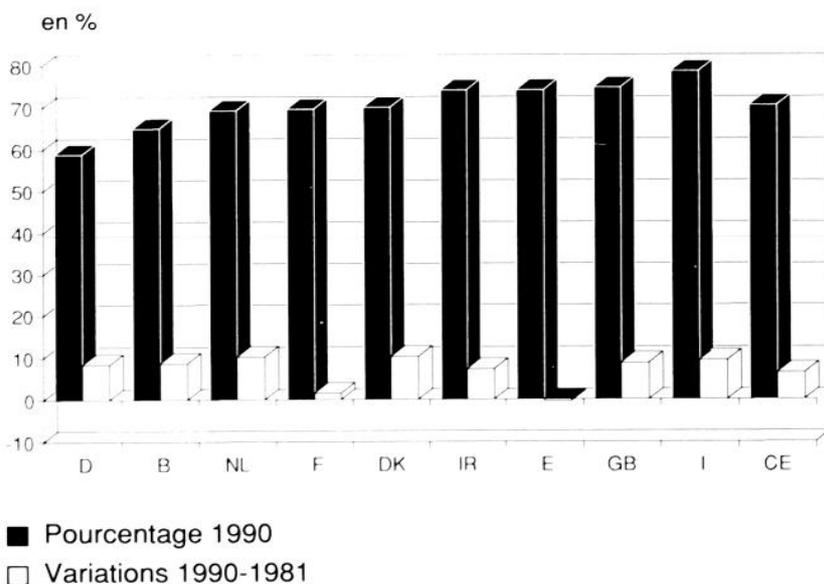
Note : en noir : pourcentage en 1990 ; en blanc : évolution entre 1981 et 1990 (pct. 1990 moins pct. 1981).

Source : Enquête EVS 1981 et 1990; calculs OFCE.

Quant à l'Allemagne, sa situation est particulièrement originale. Le thème de la subversion y est particulièrement fort ; il s'agit en fait d'un grand thème de l'extrême gauche allemande des années soixante-dix, qui proposait non plus de tout détruire, mais d'entrer dans les institutions pour les miner de l'intérieur (*Unterminierung*) : ce thème révèle le champ de tension allemand entre des populations ralliées à un programme de progressisme fort (comme c'est le cas des Verts) et, d'autre part, des populations s'identifiant dans un conservatisme radical. Il est clair que la droite gouvernementale allemande a en quelque sorte bien *tenu* son électorat le plus radical, qui n'a pas (pour l'instant) fait le choix de partis politiques plus extrêmes au travers desquels il pût exprimer ses valeurs. Si tel était le cas, ou le devenait, l'Allemagne présenterait vraisemblablement une situation plus tendue que le cas français.

Ce pôle latent de conservatisme radical est pourtant en régression depuis 1981 sur l'ensemble de l'Europe, Allemagne comprise (il est vrai que le sondage eut lieu dans la période d'euphorie qui séparait la chute du mur de la découverte des réalités : les attitudes des Allemands ont pu se modifier depuis). En France, l'émergence du Front National comme parti constitué disposant d'un électorat assez stable explique une augmentation que nous repérons aussi en Belgique.

La dynamique des années quatre-vingt fut généralement celle du renforcement de la social-démocratie comme attitude politique. A l'exception de la France et de l'Espagne — qui n'ont que peu progressé, la première en raison, vraisemblablement, de la constitution d'un pôle conservateur dur, et la seconde parce que le mouvement de démocratisation qu'elle avait connu se situe entre 1975 et 1981 —, cette valeur social-démocrate émerge vers le consensus général dans l'ensemble de l'Europe.



9. Il faut améliorer la société par de lentes réformes

Note : en noir : pourcentage en 1990 ; en blanc : évolution entre 1981 et 1990 (pct. 1990 moins pct. 1981).

Source : Enquête EVS 1981 et 1990; calculs OFCE.

## **Les Européens avec ou sans Dieu**

Le fait religieux en Europe peut se repérer dans l'enquête à quatre questions principales : le sentiment d'appartenir à une religion, le sentiment de l'importance de Dieu dans l'existence personnelle, la confiance en les institutions ecclésiastiques, et la déclaration de l'intensité de la pratique religieuse. Le premier aspect est principalement culturel et comprend la religion comme un enracinement dans la culture majoritaire ; le deuxième est une opinion personnelle et révèle un phénomène que nous pourrions qualifier de croyance ; le troisième mesure l'attention accordée aux initiatives du magistère ecclésiastique ; le quatrième, l'indicateur de pratique, est la participation en acte, en rite, au fait religieux. Ils permettent de situer quatre façons d'être chrétien — en effet, les autres religions concernent des populations trop minoritaires en Europe pour pouvoir être analysées dans le cadre d'une enquête par quotas.

L'appartenance religieuse était posée sous la forme d'une double question : celle de l'appartenance à une religion à la date du sondage, et, dans la négative, l'appartenance passée <sup>(8)</sup>. Cette déclaration d'appartenance actuelle à la religion révèle le sentiment immédiat d'un lien qui n'est pas forcément identique suivant les pays et dépend étroitement des rapports qu'entretiennent Eglise et Etat ; plus généralement, de l'histoire de la religion dans chaque société nationale.

S'opposent d'une part la République d'Irlande et le Danemark, où l'appartenance au catholicisme ou au protestantisme est unanime, et d'autre part les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, la France et la Belgique, où 10 à 20 % de la population rejette toute forme d'identité religieuse, et où il faut relancer 30 à 40 % des individus pour obtenir une déclaration d'appartenance passée.

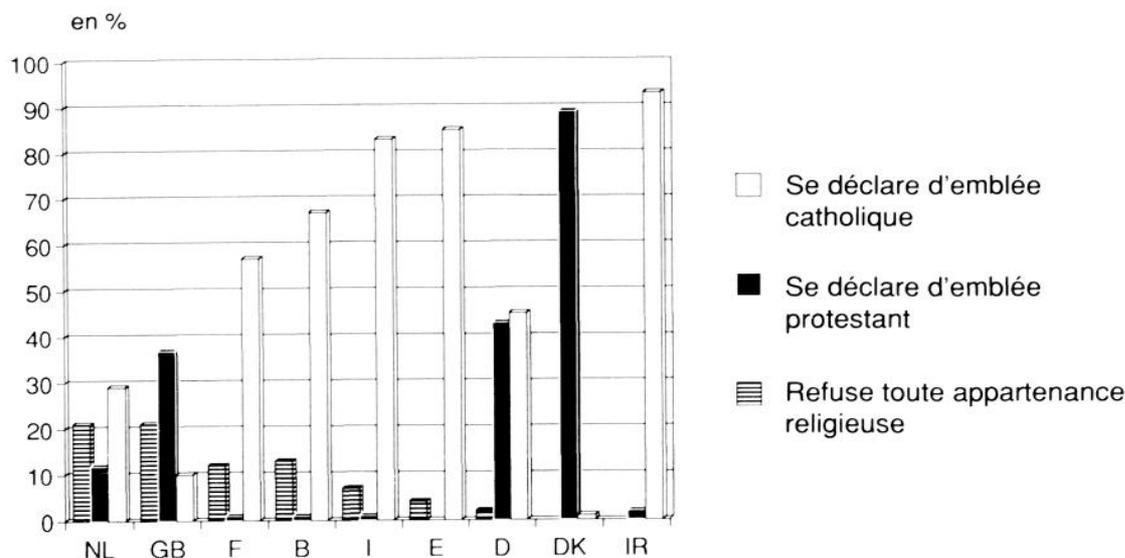
Mais les paradoxes se révèlent au travers de la déclaration de l'importance de Dieu dans l'existence personnelle <sup>(9)</sup>. Le Danemark, pour lequel le sentiment d'appartenance était aussi unanime que dans le cas de l'Irlande, se présente maintenant comme le pays le plus agnostique d'Europe ; c'est la résultante du statut de monopole du luthéranisme danois, religion d'Etat, et donc attribut obligé de la citoyenneté danoise : si le sentiment d'appartenance est un signe d'identité du Danois et une marque des origines et des racines nationales, ce sentiment est délié d'un rapport au divin. Au-delà du Danemark et, dans une moindre mesure, de

---

(8) « Considérez-vous que vous appartenez à une religion ? », « (si oui) Laquelle ? », « (si non) Avez-vous appartenu à une religion ? Laquelle » Une liste de religions était fournie, liste où, en Europe, seuls les catholiques, les protestants, et ceux qui refusent tout apparemment religieux sont assez nombreux pour fournir des chiffres significatifs. La première question donne le nombre de ceux pour qui l'appartenance au catholicisme ou au protestantisme est une évidence; les refus d'appartenance présentés à la seconde question révèlent le nombre de ceux refusant toute appartenance présente ou passée.

(9) « A quel point Dieu est-il important dans votre vie ? » Suit une échelle en dix paliers de « pas du tout » à « tout à fait ».

10. L'appartenance religieuse en Europe en 1990



Note : Catholiques et protestants se déclarant appartenir à leur religion à la date du sondage. « Refuse toute appartenance » sont ceux qui déclarent n'avoir jamais appartenu à aucune religion, même dans le passé.

Source : Enquête EVS 1981 et 1990 ; calculs OFCE.

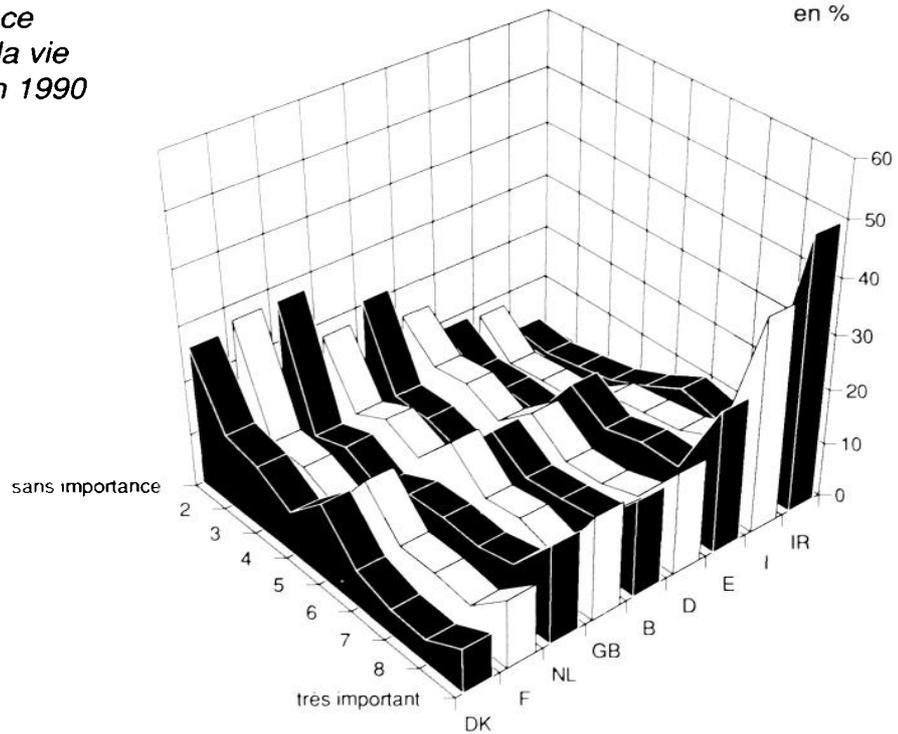
l'Allemagne, pays mixte où luthériens et catholiques furent longtemps en concurrence, le classement des pays est relativement proche du précédent.

La pratique religieuse <sup>(10)</sup> conduit elle aussi à ce classement, à l'exception des Pays-Bas où une minorité demeure très pratiquante ; la pratique permet de faire ressortir, dans la sphère catholique, le cas français : l'appartenance au catholicisme y est reconnue d'emblée par 57 % de la population (et par 87 % lorsque nous leur ajoutons ceux qui reconnaissent y avoir appartenu), mais seuls 10 % des Français participent au rituel hebdomadaire, et 52 % ne mettent jamais les pieds dans une église, en dehors des cérémonies religieuses des étapes de la vie.

La pratique religieuse montre aussi une configuration fort intéressante : l'échantillon des neuf pays fait apparaître que soit les pratiquants au moins mensuels (que nous dirons réguliers), soit les non-pratiquants (« jamais, pratiquement jamais » et « moins d'une fois par an ») sont majoritaires. Autrement dit, le passage de la pratique à la non-pratique se fait, semble-t-il, par un saut : les pratiquants irréguliers (entre « moins d'une fois par mois » et « au moins une fois par an ») sont toujours minoritaires, ce qui révèle que cette façon intermédiaire d'être pratiquant ne saurait être considérée comme stable.

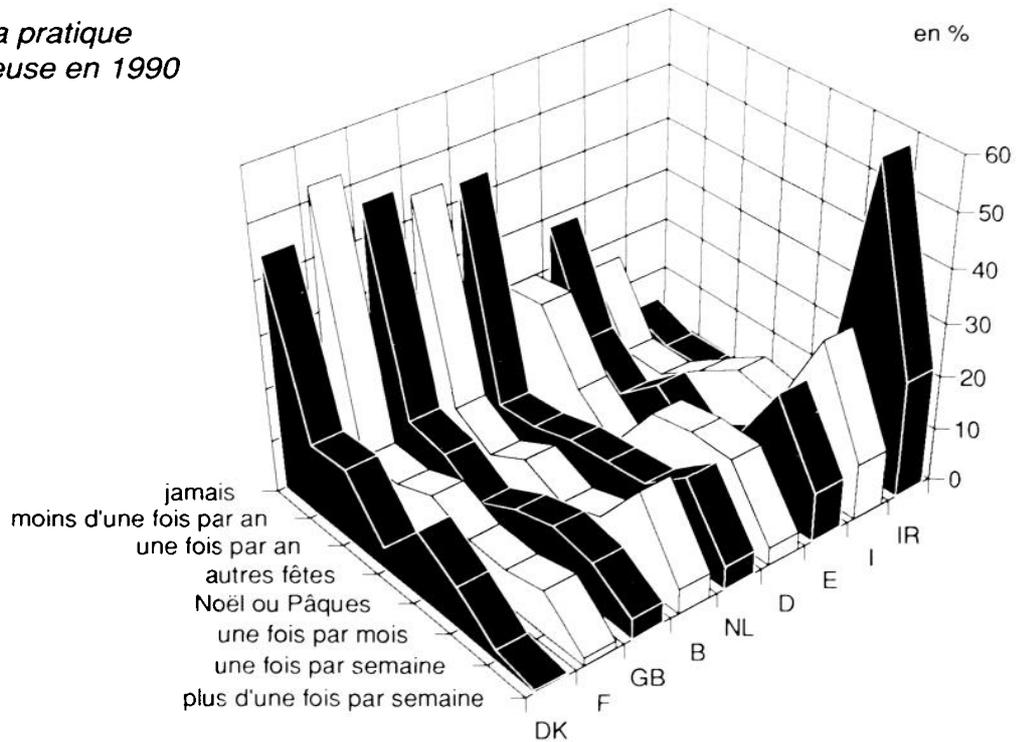
(10) « En dehors des mariages, des enterrements et des baptêmes, tous les combien assistez-vous à un service religieux ? » 1 : « Plus d'une fois par semaine » 2 : « Une fois par semaine » 3 : « Une fois par mois » 4 : « Seulement à Noël ou à Pâques » 5 : « A l'occasion d'autres fêtes religieuses » 6 : « Une fois par an » 7 : « Moins d'une fois par an » 8 : « Jamais, pratiquement jamais ».

11. L'importance de Dieu dans la vie personnelle en 1990



Note : Diagramme par pays de l'échelle d'importance de Dieu; pour 50 % des Irlandais, Dieu est très important, et pour 25 % des Français, il est sans importance.

12. La pratique religieuse en 1990

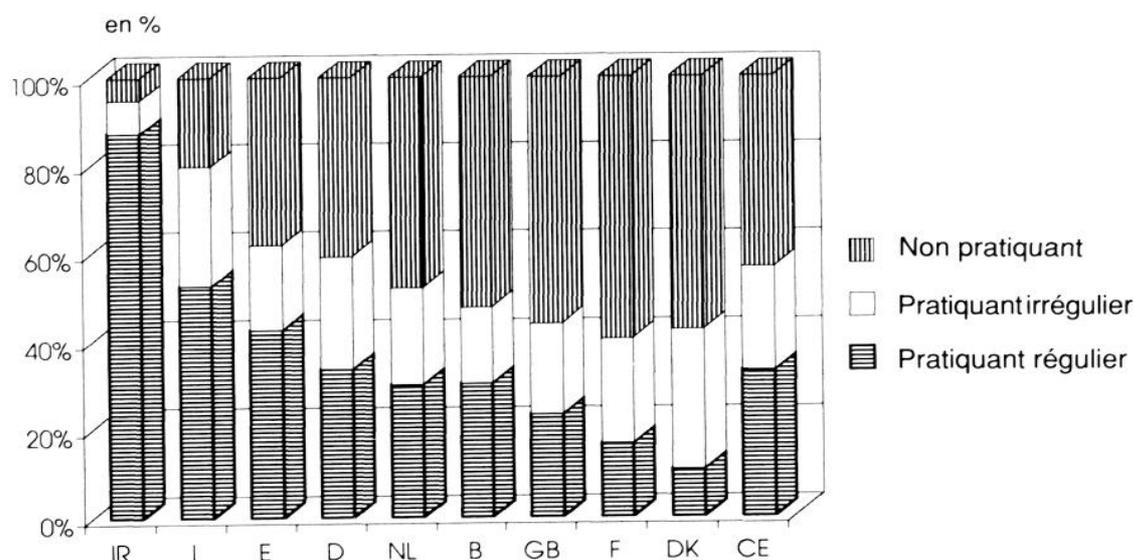


Note : Diagramme par pays de la pratique religieuse; 20 % des Irlandais assistent aux rituels plus d'une fois par semaine, et plus de 50 % des Français n'y assistent « jamais ou pratiquement jamais ».

Source : Enquête EVS 1990 ; calculs OFCE.

La confiance dans les institutions ecclésiastiques <sup>(11)</sup>, en revanche, n'offre pas la même image : la confiance la plus faible distingue les pays où protestantisme (anglican ou luthérien) et catholicisme sont en concurrence, comme si la voix double des institutions insinuait le discrédit. A cette distinction près, la hiérarchie de la pratique religieuse et du sentiment de l'importance de Dieu est conservée. Les derniers pays profondément ancrés dans la tradition religieuse seraient l'Irlande, l'Italie et l'Espagne, pays où le catholicisme ne fut jamais menacé par la Réforme, et où la laïcité militante n'a pas enregistré de grands succès.

### 13. L'intensité des pratiques en 1990



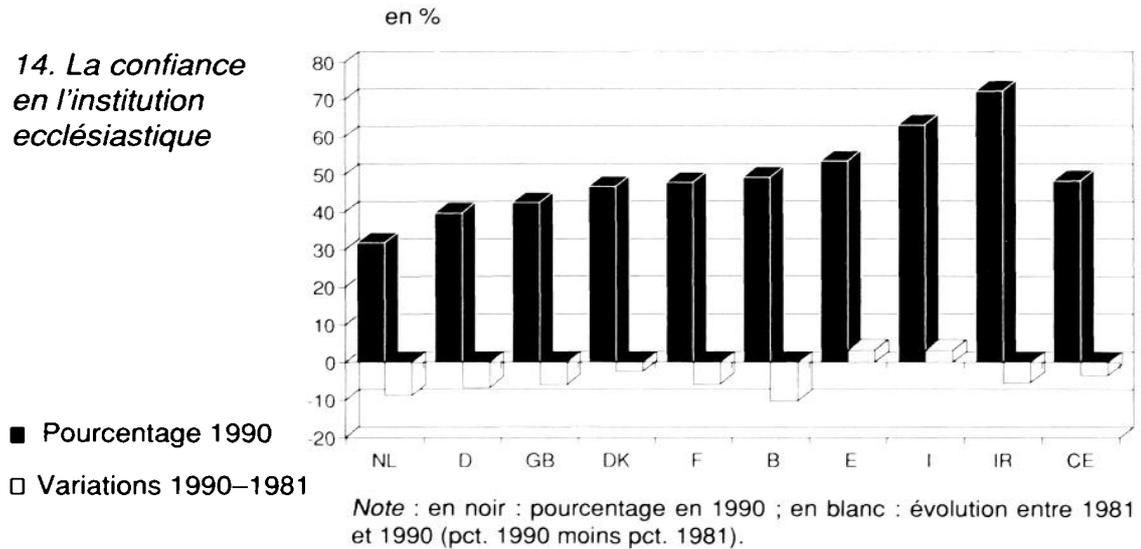
Source : Enquête EVS 1990 ; calculs OFCE.

Sur dix ans, les évolutions sont beaucoup moins fortes qu'on ne le croit parfois : la pratique religieuse se situe dans le temps long de la société. Elle n'a pas varié sur dix ans : recul sensible en Espagne, faible en Belgique et aux Pays-Bas, reprise en Italie ; la moyenne européenne reste stable.

La confiance en l'institution ecclésiastique régresse sur l'ensemble de l'Europe, à l'exception des deux péninsules européennes. L'indice d'importance de Dieu dans l'existence est en baisse de 4 % en moyenne, avec une seule reprise : celle de l'Italie. Ces indicateurs convergeraient pour montrer que les trois pays catholiques seraient les plus solides devant l'érosion de la religion.

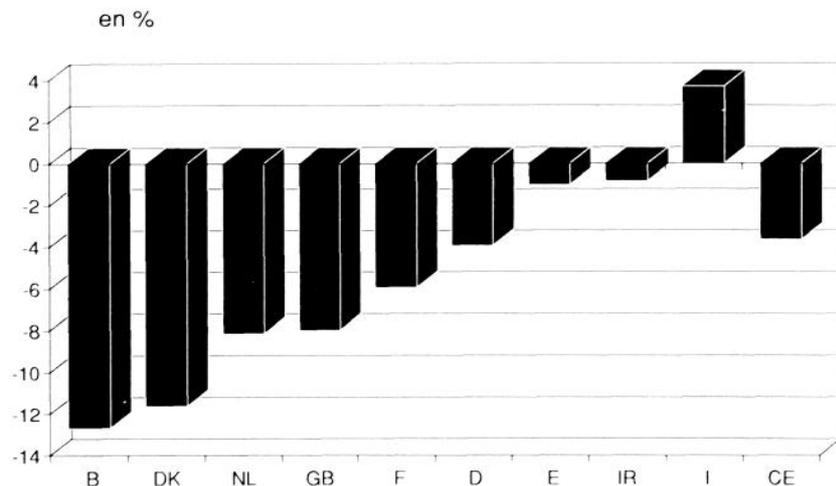
(11) « Pour chacune des institutions que je vais vous citer, voulez-vous me dire dans quelle mesure vous avez confiance ou pas : une grande confiance, une certaine confiance, peu de confiance, ou pas de confiance du tout » (...) « L'église » Nous avons regroupé une grande et une certaine confiance pour alléger la présentation.

14. La confiance en l'institution ecclésiastique



Ce portrait de l'Europe religieuse permet d'émettre l'hypothèse de l'émergence d'une religion identitaire <sup>(12)</sup>, religion vidée de son contenu divin et ne marquant que l'ancrage et l'enracinement des individus dans une origine collective de la civilisation chrétienne.

15. Evolution de l'indice d'importance de Dieu



Note : L'indice d'importance de Dieu est la moyenne nationale des réponses à l'échelle d'importance de Dieu. Sont présentés les taux d'évolution entre 1981 et 1990.

Source : Enquête EVS 1981 et 1990 ; calculs OFCE.

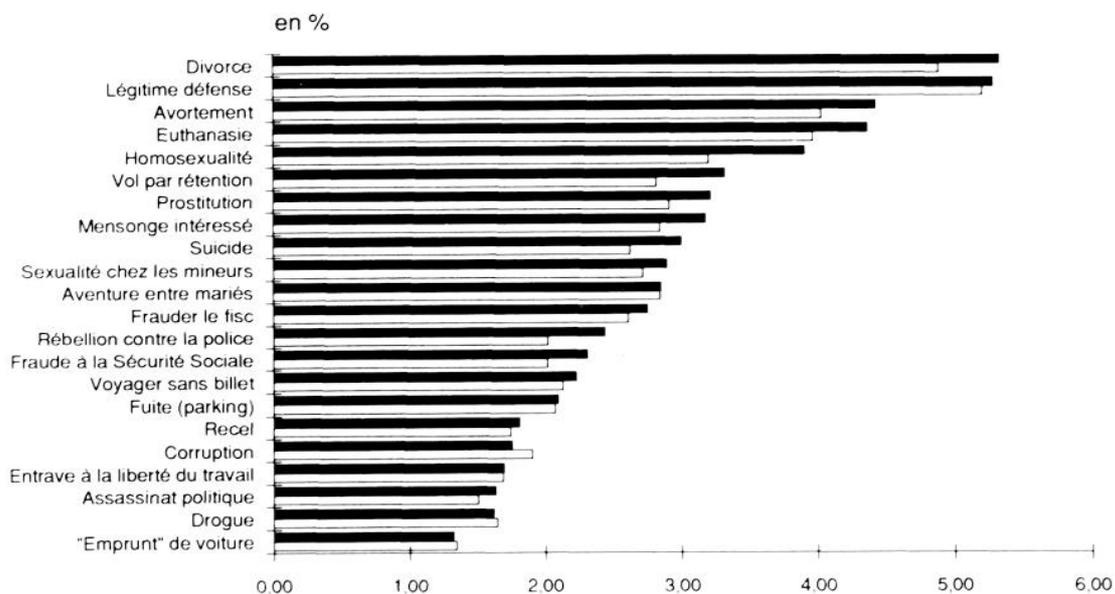
(12) (Cf Hourmant, 1992).

## La perception des normes morales : la dynamique permissive

Les enquêtes de l'*European values study* proposent aux individus interrogés 22 actes répréhensibles ou discutables<sup>(13)</sup>, devant lesquels le répondant doit dire s'il les juge plus ou moins excusables. Ces 22 réponses permettent d'établir un indice dit de « permissivité », qui mesure la tolérance aux manquements aux lois comme aux normes sociales.

En dix années, la hiérarchie des actes excusables n'est pas profondément remise en cause, au-delà d'une progression globale de l'excusabilité de chacun d'eux, exceptions faites peut-être de la consommation de drogue et, surtout, de la corruption. Ces évolutions conduisent à l'idée que la marche du temps se ferait nécessairement vers une plus grande tolérance. Les contre-exemples de la corruption et de la consommation de drogue montrent que seuls des fléaux sociaux

### 16. L'excusabilité des actes répréhensibles ou discutables



Note : en noir : moyenne européenne d'excusabilité en 1990 ; en blanc : en 1981 et 1990 ; la moyenne varie entre 1 (acte jamais excusable et 10 (acte toujours excusable).

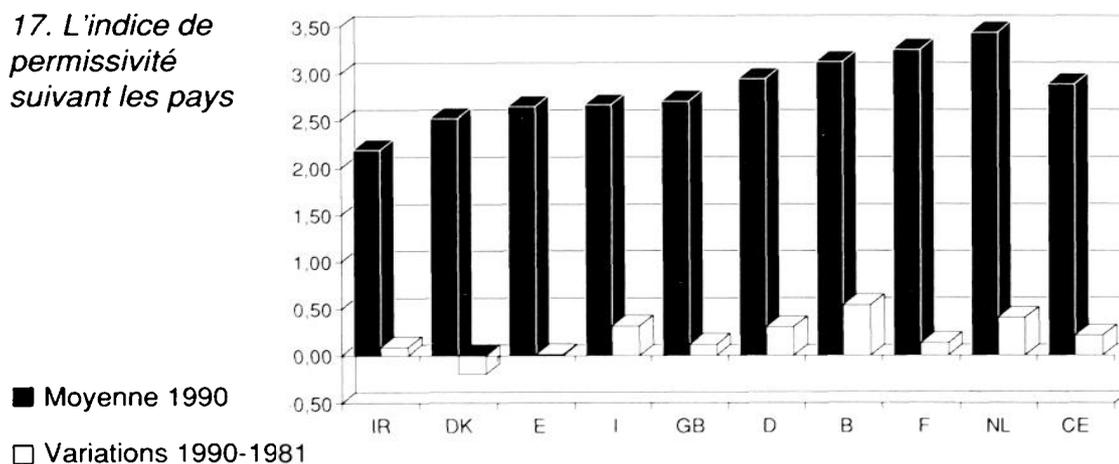
Source : Enquête EVS 1981 et 1990 ; calculs OFCE.

(13) « Pour chacune des choses que je vais vous citer, voulez-vous me dire en vous plaçant sur cette échelle si vous pensez que cela peut toujours se justifier, que cela ne peut jamais se justifier, ou que c'est entre les deux ? », 1 : « Demander des indemnités au delà de ce à quoi on a droit », 2 : « S'arranger pour ne pas payer le billet dans le train ou l'autobus », 3 : « Tricher dans sa déclaration d'impôts si on en a la possibilité », 4 : « Acheter quelque chose alors que l'on sait que c'est de la marchandise volée », 5 : « Pénétrer dans une voiture qui ne vous appartient pas et faire un tour avec », 6 : « Prendre de la drogue, marijuana ou haschisch », 7 : « Garder de l'argent que vous avez trouvé dans un lieu public », 8 : « Mentir pour défendre son intérêt personnel », 9 : « Des hommes ou des femmes mariés qui ont une aventure avec quelqu'un d'autre », 10 : « Les expériences sexuelles pour les jeunes qui sont encore mineurs », 11 : « Accepter un pot de vin dans l'exercice de ses fonctions », 12 : « L'homosexualité », 13 : « La prostitution », 14 : « L'avortement », 15 : « Le divorce », 16 : « Se battre avec des agents de police », 17 : « L'euthanasie (c'est-à-dire mettre fin aux jours de quelqu'un qui est incurable) », 18 : « Le suicide », 19 : « S'abstenir de signaler les dommages que l'on a causés accidentellement à une voiture en stationnement », 20 : « Menacer des ouvriers qui refusent de s'associer à une grève », 21 : « Tuer en situation de légitime défense », 22 : « L'assassinat politique » ; suivait une échelle en dix modalités, de 1 pour jamais justifié à 10 pour toujours justifié.

peuvent susciter un « retour en arrière » de la tolérance. Pour les autres comportements, plus ou moins vigoureusement condamnés par les Eglises (comme l'avortement ou le divorce, par exemple), nous observons la progression de la permissivité. La tolérance à l'égard de l'homosexualité est ce qui apparaît le plus nettement, malgré le SIDA apparu en 1981, et dont la représentation sociale lui fut très tôt associée et politisée par le discours de l'extrême-droite.

Nous n'avons vu ici qu'une tendance européenne moyenne, mais là aussi, chaque nation possède un style propre, que le temps ne remet que lentement en cause : d'une part, des Pays-Bas et une France extrêmement permissifs, et de l'autre, une République d'Irlande traditionaliste. La logique de croissance de la permissivité s'observe partout, à l'exception de l'étrange Danemark : troisième pays permissif d'Europe après la France et les Pays-Bas en 1981, il se retrouve avant-dernier, à côté de l'Irlande ; ce pays, en neuf ans, semble avoir été saisi d'un retour du puritanisme : la marche séculaire vers la permissivité est moins nécessairement linéaire que nous ne le croyons généralement.

### 17. L'indice de permissivité suivant les pays

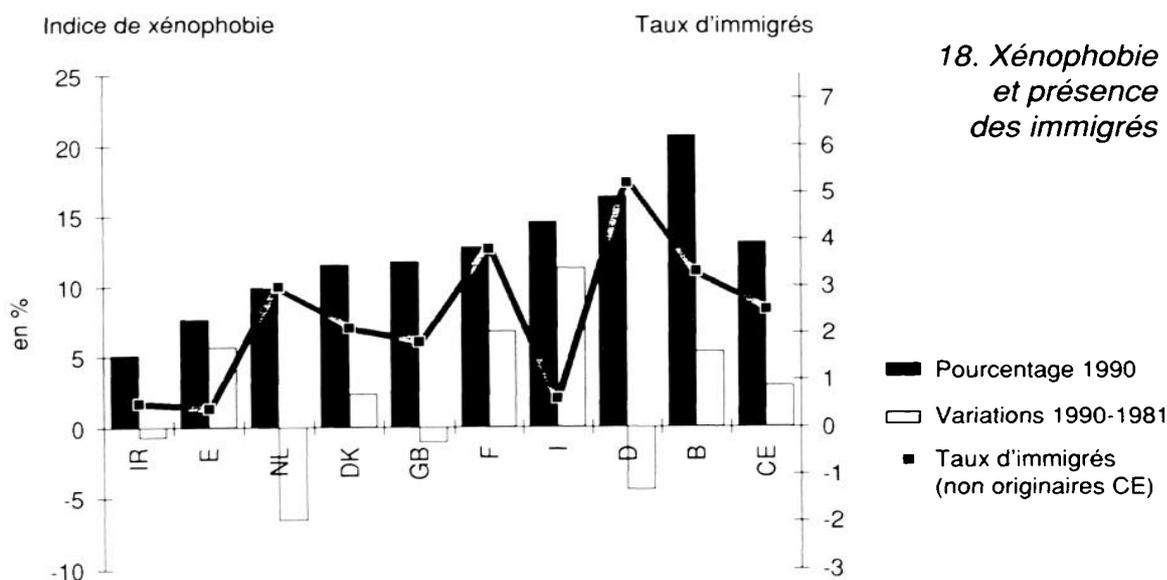


Note : en noir : moyenne, en 1990, d'excusabilité des 22 actes ; en blanc : évolution entre 1981 et 1990 (moy. 1990 moins moy. 1981).  
Source : Enquête EVS 1981 et 1990 ; calculs OFCE.

### Une autre facette de la tolérance : la présence des travailleurs immigrés

Parmi les phénomènes d'exclusion, la question de l'intégration des immigrés est devenue cruciale en Europe, partiellement pour des raisons purement objectives, liées à l'accueil d'immigrés provenant de l'extérieur de la CE, mais plus certainement à cause de la réception — souvent négative — de cette question dans les populations européennes. L'agitation collective dont fait l'objet ce thème passionnel est peut-être le plus grand problème, parce qu'il est inexplicable en l'état actuel des connaissances : même quasiment dénué d'immigrés, un pays peut sombrer dans la xénophobie. La peur des étrangers serait plutôt révélatrice, à comparer les pays européens, de phénomènes psychiques collectifs, déliés des faits objectifs. La notion de seuil de tolérance est, en effet, parfois avancée pour donner une explication objectiviste aux réactions négatives des citoyens à l'égard de l'immigration. Ce seuil serait lié, directement, au taux d'immigrés dans la population nationale. Rien, en fait, n'est moins sûr.

Sur la décennie quatre-vingt, sur l'ensemble de l'Europe, l'intolérance devant l'immigration a légèrement augmenté, mais avec des différences nettes suivant les pays. Cette intolérance vis-à-vis de l'immigration peut en effet se juger à l'item *travailleurs immigrés* de la liste de voisins indésirables proposée aux répondants de l'enquête <sup>(14)</sup>. Cet indicateur n'est qu'une mesure très partielle de xénophobie, mais permet des comparaisons du phénomène dans les différents pays, et aux deux dates.



Note : en noir : pourcentage en 1990, d'Européens ne voulant pas de travailleurs immigrés comme voisins ; en blanc : évolution entre 1981 et 1990 (pct. 1990 moins pct. 1981).

Source : Enquête EVS 1981 et 1990, et EUROSTAT, 1991 ; calculs OFCE.

Une constatation s'impose : la perception de l'immigration est presque sans rapport avec le taux d'immigrés provenant de l'extérieur de la CE. L'idée suivant laquelle les individus qui ne sont pas confrontés aux réalités de l'immigration y sont moins sensibles serait partiellement avérée : l'Espagne et la République d'Irlande en sont témoins. L'Italie, en revanche, est un cas paradoxal, et fournit la preuve que le seuil de tolérance n'existe pas. Il est vrai que l'immigration est un phénomène absolument nouveau pour les Transalpins, alors qu'en France, par exemple, il s'agit d'un phénomène ancien, connu, souvent accepté, et les populations immigrées de longue date se sont, en partie au moins, intégrées dans l'ensemble de la société, tant et si bien que plus de 10 millions de Français compteraient un étranger parmi leurs aïeux.

(14) « Sur cette liste figurent différentes catégories de gens. Voulez-vous m'indiquer s'il y en a que vous n'aimeriez pas avoir comme voisins ? Lesquels ? » (...) « Des travailleurs étrangers / des immigrés ».

Comme l'Italie, mais dans une moindre mesure, la France, la Belgique et l'Espagne font état d'une augmentation de cette intolérance, entre 1981 et 1990. Pendant la même période, l'Allemagne (la RFA d'avant la réunification) et les Pays-Bas présentent le mouvement inverse alors qu'ils détenaient le plus fort taux de xénophobie d'Europe en 1981. Pourtant, de 1985 à 1990, l'immigration avait augmenté davantage en Allemagne que dans les autres pays européens, ce qui montre encore la déconnexion de la xénophobie avec les faits objectifs. La comparaison européenne des variations sur dix ans de l'intolérance vis-à-vis de l'immigration en administre la preuve radicale : bien subtil celui qui trouvera sens à cette courbe dénuée de toute régularité. Autant dire que la notion de seuil de tolérance est principalement fonction de l'éclairage médiatique qui lui est donné : elle est pure construction nationale, déconnectée des réalités. L'immigration, en Italie, ne touche guère que le Nord, et la xénophobie concerne aussi le *mezzogiorno* ; l'immigration doit y être mieux connue par voie hertzienne que par expérience vécue.

Le thème de l'immigration est typique des sujets « chauds » de la société, au même titre que le sentiment d'insécurité ; les sondages d'opinion qui les suivent montrent de brusques flambées et des extinctions rapides, à l'échelon simplement national et indépendamment des autres pays. Des instruments européens stabilisateurs des sujets brûlants de la société n'existent malheureusement pas ; nous savons par des sondages nationaux fréquemment répétés que, sur les sujets « froids » (comme la religion, la permissivité ou la famille, par exemple), les évolutions sont lisses et ne montrent des évolutions véritables que dans le temps long ; les sujets « chauds » comme la question de l'immigration, en revanche, sont instables. L'hypothèse suivant laquelle la xénophobie est un phénomène relevant de la psychopathologie collective est la plus vraisemblable : les études françaises sur la question montrent assez bien (Agoramétrie, 1991) que derrière l'affirmation « il y a trop de travailleurs immigrés », il convient de lire « je crains de voir mon statut social remis en cause ». L'inquiétude devant l'immigration, en France, est en effet invariablement corrélée aux principaux thèmes de dramatisation de la société (rétablir la peine de mort, sentiment d'insécurité, isolement des malades du SIDA, censure de certains livres,...), et typique des strates sociales en difficulté, menacées, ou en état de chute sociale.

## **Les structures de l'espace des valeurs**

L'étude dynamique et comparative des systèmes de valeur est chose coûteuse : au-delà des échantillons dont la taille doit être importante, et des procédures de collecte de l'information, la complexité et la diversité même du phénomène de l'opinion (qui embrasse simultanément les sphères économiques, religieuses, familiales, politiques, dans lesquelles les individus sont plus ou moins bien intégrés) pose systématiquement des difficultés de cohérence. En effet, nous pouvons observer une croissance de la permissivité, d'une part, et d'autre part celle de l'intolérance face à l'immigration : ces deux phénomènes, empiriquement compatibles sans être pour autant théoriquement cohérents l'un avec l'autre, montrent que la logique du changement et des évolutions des opinions est complexe. C'est donc moins par des méthodes analytiques, qui consistent à chercher domaine par domaine les évolutions — la conséquence en étant la présentation d'une multitude de tableaux pointillistes, ou bien d'inextricables catalogues chiffrés dont la cohérence fait défaut —, que par des méthodes synthétiques, qui confrontent simultanément l'ensemble des questions abordées pour en présenter le sens général, que se révèlent les différences et les évolutions des valeurs en Europe, en écartant le contingent au profit des grandes structures. C'est donc la globalité du phénomène qui nous intéressera. En effet, la première partie fut la présentation des différences nationales, là où il en existait. Procéder ainsi consiste à oublier que chaque pays présente, en son sein, des diversités dont il s'agit, maintenant, de comprendre le sens.

Les appareils politiques de chaque Etat assurent la gestion des conflits internes de valeurs qui sont ceux de sa population : l'unité de la nation dissimule les diversités que chaque consultation électorale met en lumière. La République d'Irlande est en Europe un pays extrêmement spécifique, dans son choix de condamnation de l'avortement ou du divorce : en 1983, elle a réglé la question de l'avortement par un amendement constitutionnel, lequel est toujours confirmé mais toujours plus menacé de référendum en référendum ; sous l'apparente spécificité unitaire de la théocratie irlandaise, nous pouvons supposer une profonde diversité. Ce sont là des exemples de conflits internes aux nations, qui, toutes, comprennent leurs modernistes et leurs conservateurs, leurs extrémistes et leurs modérés. Sous l'unité nationale se cache la diversité des citoyens. Les spécificités d'une nation cachent le plus souvent des caractères sociaux, sinon universels, en tout cas répandus dans tous les pays occidentaux : jeunes et vieux, riches et pauvres, cols-blancs et cols-bleus, diplômés et sans-diplômes, religieux et laïcs.

Nous allons donc aborder la question des valeurs non plus point par point, en distinguant par pays et par année les réponses formulées, mais de façon conjointe, par une analyse en composantes principales (ACP ; voir encadré 2), méthode qui offre l'avantage de présenter synthétiquement, de front, les relations multiples qui lient les unes aux autres les variables de l'enquête et de mettre en lumière les choix les plus probables de telle ou telle strate de la société vers tel ou tel type de valeur.

## 2. L'analyse en composantes principales de l'espace des valeurs

Les procédures d'analyse factorielle, comme l'Analyse en composantes principales (ACP), permettent de matérialiser les liens d'interdépendance mutuelle d'une multitude de variables formant un système. L'ACP est obtenue par diagonalisation de la matrice de corrélation d'un ensemble de variables (dites actives) quantitatives ou nominales (variables binaires de type oui / non), et extraction des vecteurs propres principaux. Autrement dit, l'ACP fournit des axes synthétisant, dans une population diverse, les plus grandes différences, au travers des variables qui agissent dans le même sens : le premier axe présente l'opposition majeure des réponses à un questionnaire, le deuxième, les différences résiduelles, compte tenu du premier axe, ... L'ACP permet ainsi de distinguer les structures, c'est-à-dire les oppositions polaires majeures. De ce point de vue, l'ACP permet une lecture rapide de tableaux statistiques.

Dans le cas des valeurs, il s'agit de déterminer un ensemble de questions suffisamment diverses, non trop redondantes, en mesure de représenter correctement la diversité des points de vue, c'est-à-dire de couvrir la presque totalité des façons de se représenter le monde ; l'exercice est bien sûr impossible, mais peut être approché au mieux. Si la couverture du champ des valeurs est suffisamment large, l'ACP n'est plus seulement une lecture rapide de tableaux croisés, elle est aussi un révélateur, au travers des axes obtenus qu'il s'agit d'analyser, des valeurs qui « vont bien ensemble », qui entretiennent des liens structurels forts, qui sont soutenues par des populations spécifiques, et qui expriment les courants fondamentaux de tension dans une collectivité diverse.

Le cercle de corrélation représente pour le premier et le deuxième axes les rapprochements qui existent entre les valeurs. Le plan principal, projection des individus sur les axes parallèles aux deux premiers vecteurs propres, se superpose au cercle de corrélation ; le barycentre pondéré des individus appartenant à une même catégorie (âge, sexe, pratique religieuse, etc.) permet de reconstituer et de décrire les groupes qui s'opposent au travers de leurs valeurs. Il faut évidemment savoir que ces positionnements, sous leur apparence de rigidité et de déterminisme absolus, sont l'équivalent d'une moyenne des cas univariés : si, en moyenne, les individus sont plus ou moins attirés vers une direction de l'espace (par exemple les pratiquants vers le pôle de conservatisme), cela n'empêche pas une plus ou moins grande minorité de pratiquants de soutenir par ailleurs des valeurs qui sont celles de la moyenne.

C'est par conséquent une bonne approximation du réseau de liens complexes entre les variables qui est mise en évidence au travers de l'ACP, principale méthode valide pour dépasser la simple confrontation de deux ou trois variables, et aborder des phénomènes complexes et collectifs dans leur globalité : l'intérêt de la méthode est alors de poser sur un même plan les nations et les années, les âges et les générations, les groupes sociaux, etc. pour constater les effets des déterminations socio-démographiques et nationales.

Cette ACP a été construite au travers de 45 variables actives, extraites d'un ensemble de 105 questions communes aux questionnaires de 1981 et de 1990, et choisies pour n'être pas excessivement redondantes entre elles.

## **L'espace des valeurs : modernisme contre traditionalisme, extrémisme contre centrisme**

L'analyse en composantes principales révèle l'existence de deux axes fondamentaux dans l'opposition des valeurs en Europe : le premier axe sépare les tenants d'un modernisme de principe à ceux dont la volonté est l'enracinement dans les valeurs de toujours ; le second oppose les tenants de la modération à ceux pour qui les choix extrêmes se justifient.

De tels axes sont loin d'être inconnus : depuis les premiers travaux de Eysenck <sup>(15)</sup>, ils apparaissent en première instance dans toute analyse factorielle dès que l'on confronte un nombre suffisant de questions d'opinion, et quel que soit l'échantillon interrogé <sup>(16)</sup>. Il semblerait — bien que la question fut plus souvent évoquée que réellement abordée —, que ces structures dévoilent deux dimensions universelles de conflits de valeurs. Une succession d'indices concordent pour nous le montrer : l'ensemble des questions abordées par l'enquête est largement indifférent, les échantillons interrogés peuvent être représentatifs des citoyens d'Europe, d'un pays particulier, ou même seulement d'une strate sociale donnée. Quel que soit le choix méthodologique fait, les résultats se ressemblent toujours étrangement, lorsqu'ils ne sont pas rigoureusement identiques. Cela confirme, sinon l'universalité, en tout cas la grande stabilité du phénomène et sa généralité dans toute la sphère occidentale.

La difficulté concerne moins l'analyse des axes que leur dénomination, car ramener la diversité à l'unité au travers d'une terminologie rigide n'est jamais totalement satisfaisant. Eysenck proposait pour le premier facteur la dyade « conservateurs-radicaux » ; quant au second facteur, il lui donnait pour nom l'opposition « durs-mous », ce qui est encore moins évocateur. Il apparaîtrait plutôt que le premier axe entretient des liens forts avec un rapport au modernisme, et le second exprimerait un rapport au consensus, à la modération.

- Le premier axe : modernisme contre conservatisme

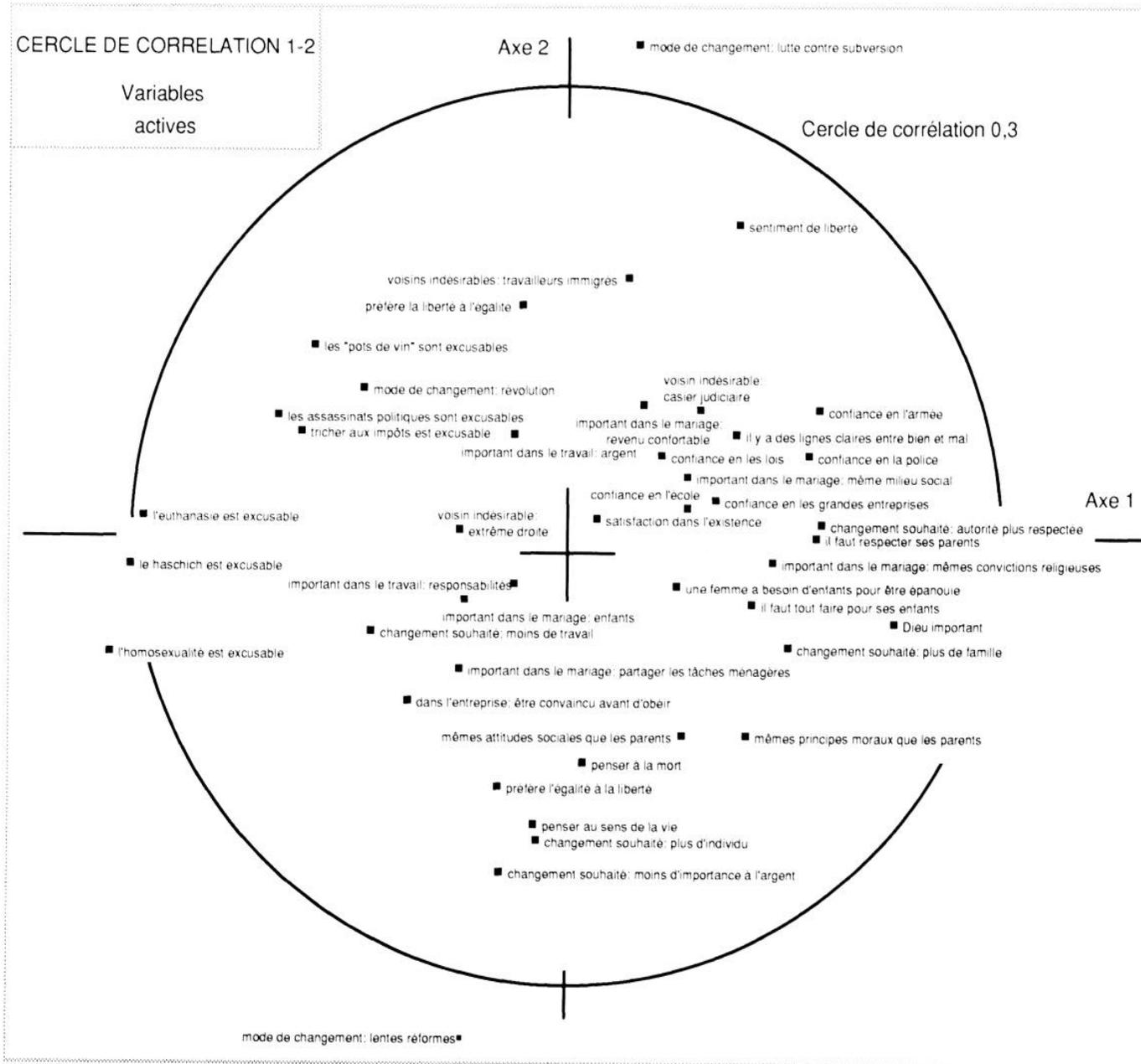
Le premier axe (10,58 % de l'inertie) que nous appellerons « rapport au modernisme », subsume une grande diversité de rapports aux valeurs. A première vue, il serait principalement un axe de permissivité. Il représente bien plus, en fait, que cela ; il s'agit d'une large synthèse d'attitudes politiques, civiques, morales, religieuses, familiales, à des degrés plus ou moins forts : politiques, puisqu'il distingue les individus qui se reconnaissent comme étant de gauche contre leurs adversaires ; civiques, parce qu'il sépare ceux pour qui la confiance en les institutions est faible contre ceux pour qui elle est forte ; morales, en tant que cet axe différencie les individus les plus permissifs de ceux dont la rigueur morale est

---

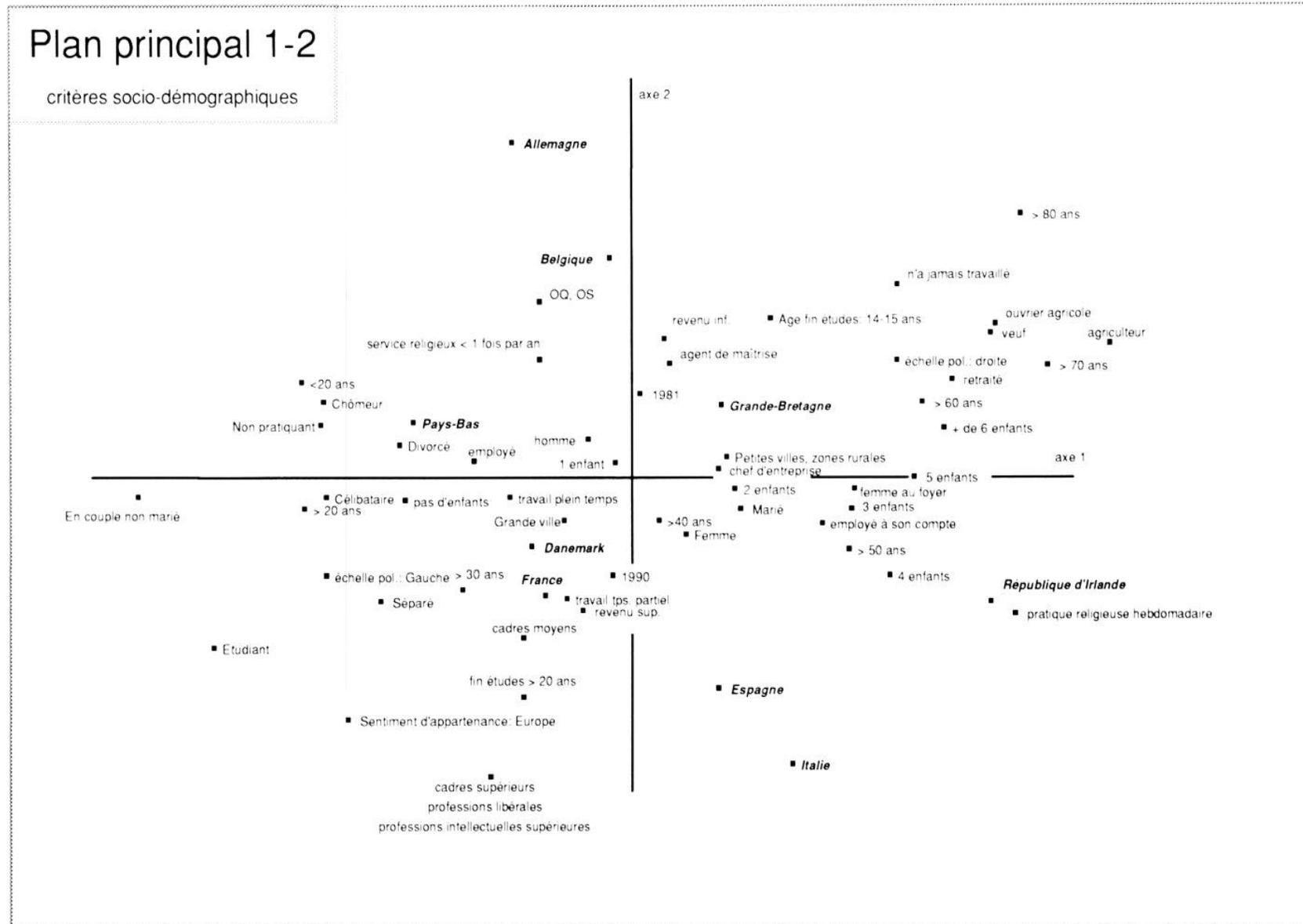
(15) (Cf. Eysenck, 1954).

(16) Les structures d'opinions, valeurs, attitudes, aspirations, mises en évidence chaque année par Agoramétrie et le Crédoc révèlent les mêmes dimensions sur des échantillons représentatifs des citoyens français, mais avec des questions très différentes : le phénomène est quasiment indépendant de l'instrument de mesure. Olivier Galland, dans son enquête sur les jeunes ruraux français, parvient à des structures identiques, avec un échantillon dont la finalité était le contrôle de la classe d'âge et de l'habitat. (Galland, 1991). Serait-ce un mode d'appréhension des valeurs purement français ? Les expériences européennes d'Agoramétrie (ex-AESOP) confirment la transnationalité de ces dimensions (Cf. Scargigli, 1987), au moins en Europe.

# 19. Cercle de corrélation



## 20. Plan principal



Source : Enquête EVS 1981 et 1990 ; calculs OFCE.

avérée ; religieuse, en cela que les agnostiques, les non pratiquants, ceux qui n'accordent pas leur confiance en l'Eglise, s'opposent à ceux pour qui la croyance est chose importante ; familiale, enfin, dans la mesure où le souci de la famille (le respect des parents et le sacrifice pour les enfants, comme le souhait que la famille prenne une importance plus grande dans l'avenir) s'impose à droite, et non à gauche.

Cet axe sépare des strates précises de la population européenne : d'un point de vue national, il oppose le modèle théocratique irlandais au modèle permissif et laïque néerlandais. Les deux variables majeures du positionnement sont en fait la pratique religieuse et l'âge des individus.

- Le deuxième axe : centrisme contre extrémisme

Moins intuitif, mais non moins connu de la sociologie des opinions, le deuxième axe (5,06 % de l'inertie) oppose les attitudes de violence et de rupture contre les attitudes de modération. Au même titre que l'axe 1, il présente des attitudes différentes devant l'existence, attitudes qui ont pourtant pour propriété d'être intimement liées. Avant toute chose, il oppose les tenants de la révolution, comme de la lutte contre la subversion, à ceux pour qui la société doit évoluer par lentes réformes. La xénophobie — mesurée au fait de ne pas vouloir de travailleur immigré comme voisin —, le fait d'excuser les « pots de vin » et les assassinats politiques ont ceci de commun qu'ils se regroupent en haut de l'axe 2. En bas de cet axe, en revanche, se situent les valeurs relatives à la famille et l'ensemble des engagements positifs devant des évolutions possibles de la société (moins d'importance à l'argent, au travail, plus d'importance à la famille, à l'épanouissement de l'individu), à l'exception du souhait d'une société où l'autorité serait mieux respectée, opinion associée au pôle conservateur. Le haut de l'axe est le lieu de la rupture avec le modèle politique de la social-démocratie, et le bas, en revanche, celui de la modération.

Ce deuxième axe est associé à la hiérarchie sociale du salariat : du haut jusqu'au bas, nous passons des ouvriers aux cadres supérieurs. Des indicateurs comme l'âge de fin d'études ou le revenu, concordent pour montrer que le bas est le lieu des élites, et le haut est plutôt associé à une appartenance aux strates populaires. Sur cet axe, les modèles nationaux qui s'opposent sont ceux d'une Europe méditerranéenne contre celui de la RFA ; aussi étrange que cela puisse sembler, la modération est espagnole et italienne, et son refus est allemand — nous y reviendrons.

Il convient de dissocier idées d'extrême-droite et idées conservatrices. L'intérêt le plus probant de ce type d'analyse est d'objectiver de telles différences : de telles valeurs extrémistes sont portées par des individus distincts des conservateurs classiques. Ces valeurs se localisent ailleurs, dans un *Mittelland*, situé entre des publics fortement permissifs et séduits par un modèle révolutionnaire et une droite conservatrice classique, *Mittelland* où l'on trouve en fait les thèmes de dramatisation, de violence, de refus de s'inscrire dans des changements partiels. Dans les représentations que nous pouvons avoir du politique, il s'agit donc de dissocier clairement, d'une part, le respect de l'autorité, la croyance religieuse, l'investissement dans la famille, la confiance en les institutions — valeurs associées aux droites traditionnelles —, et d'autre part, la xénophobie, l'intolérance généralisée, le refus du principe d'évolution lente et négociée de la société, parce qu'en réalité, ces deux

façons de se situer à droite n'ont rien à voir l'une avec l'autre. Les systèmes politiques nationalistes-révolutionnaires que nous connaissons en Europe dans la première moitié de ce siècle s'identifient à la seconde logique, celle du refus de la modération. Si tous ces systèmes politiques n'ont pas été forcément légitimés par les élections, il est indubitable qu'ils disposaient tous, lors de leur avènement, d'un large consentement populaire. Si la présence dans une population d'une large strate sensibilisée à ces valeurs ne suffit pas, à elle seule, à plonger un pays dans un régime autoritaire, les probabilités pour le voir apparaître ne font qu'augmenter. La cause efficiente ne sera pas forcément là, mais elle profitera, le cas échéant, d'un substrat préférentiel. Les mouvements communistes avaient en Europe occidentale une fonction régulatrice — au même titre que certains syndicats —, sur la marge gauche de ces mouvements populistes, en tant que force d'encadrement et de canalisation de populations sensibles aux thèmes de violence. Le développement en France du Front national a partie liée avec ce phénomène : si les électorats n'ont pas forcément transité directement depuis le Parti Communiste, le déclin de ce dernier a ouvert des possibilités d'expression à des électorats jusqu'alors trop encadrés socialement pour exprimer leurs idées. La délitescence du pôle communiste ne peut que donner avantage à leurs confrères d'extrémisme : ceux de droite.

Cet espace des valeurs, représentatif des divergences collectives des visions du monde en Europe permet de constater les conflits latents de vision du monde. Cette ACP montre combien, derrière un phénomène que l'on a coutume d'appeler « opinion publique », qui laisserait penser qu'il s'agit d'un phénomène massif et unitaire au terme duquel chacun penserait comme les autres, le monde des opinions est au contraire extrêmement différencié : il existe des publics différents et spécifiques ; en effet, plus qu'une unité, se révèlent ici des multiplicités de vision des valeurs et de choix devant la société. Le principal enseignement est que les opinions sur le monde ne sont pas indépendantes les unes des autres : il existe bien des cohérences typiques. Au bout du compte, il est possible de mettre en évidence des types plus ou moins spécifiques et cohérents de modèles de valeur, modèles que nous trouvons aux points cardinaux du plan factoriel. Ce dernier ne représente pas forcément l'entière diversité des valeurs (il représente un peu plus de 15,5 % de l'inertie du nuage de points <sup>(17)</sup>), mais la résume au mieux, en deux dimensions, et révèle déjà les conflits latents perpétuels de la société : modernisme ou conservatisme, extrémisme ou centrisme.

### ***Les valeurs des nations***

La nationalité des répondants de l'enquête étant une variable du descriptif des individus, il est possible de représenter chaque pays sur le plan principal, à l'instar des autres variables. Le pays le plus attendu à droite du plan principal (qui représente la position moyenne entre 1981 et 1990) est la République d'Irlande, pays idéaltypique d'un enracinement dans la tradition catholique, anti-permissive, pour laquelle la famille est fondement de la société ; il n'y a là rien de très inattendu, sinon que nous

---

(17) 15,5% de l'inertie peut être considéré comme une part relativement faible ; il faut noter que les ACP présentent des parts de variance expliquée moins importantes que dans le cas des analyses factorielles des correspondances (AFC), qui ne croisent que deux variables. En effet cette part de variance expliquée dépend étroitement du nombre de variables que nous introduisons. Il n'existe malheureusement pas d'ouvrage méthodologique sur la question, permettant de dire, en fonction du nombre de variables introduites, si la qualité d'une part de variance expliquée est bonne ou non.

aurions pu nous attendre à la trouver bien plus haut sur l'axe 2 ; c'est ignorer que, en matière de conservatisme, tentations violentes et tradition chrétienne sont deux visions du monde distinctes.

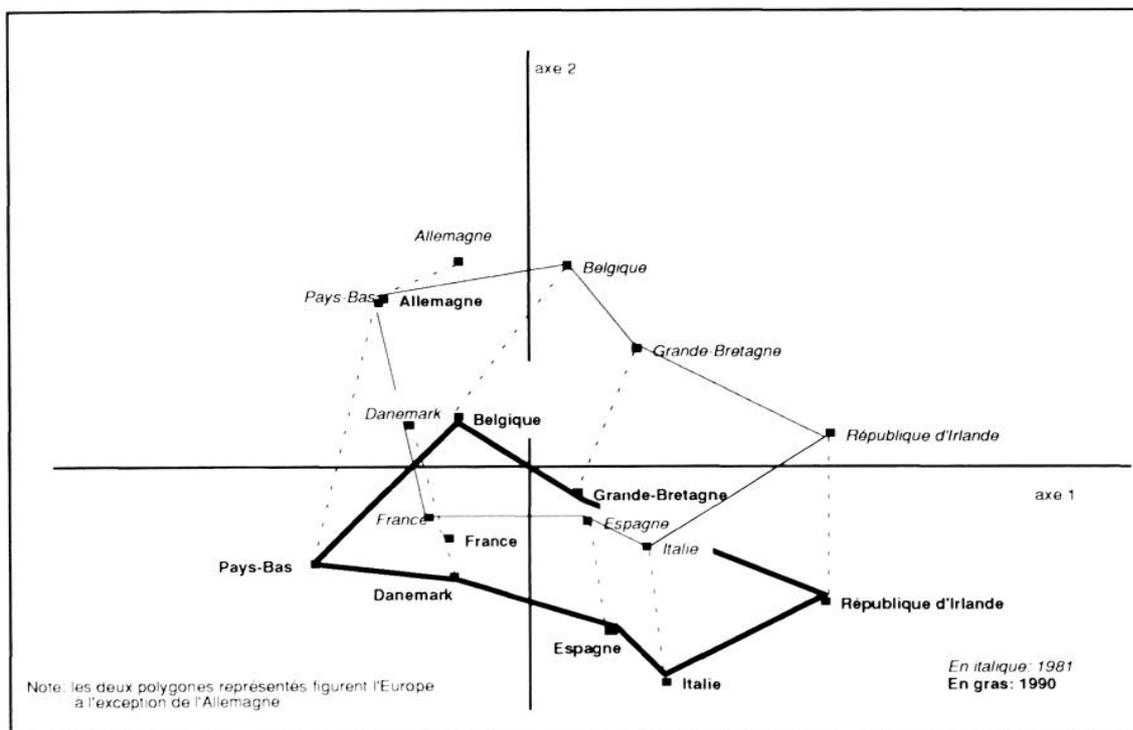
L'Espagne et l'Italie, quant à elles, conjuguent simultanément une forte tradition catholique, et l'influence profonde, dans la population, de l'idéologie humaniste de la social-démocratie. Le Danemark et la France, en tant que deux pays laïques, relativement permissifs, et moins respectueux des valeurs familiales, sont situés plus à gauche et plus haut que les deux péninsules méditerranéennes. Les Pays-Bas, extrêmement permissifs et laïques, se situent aux antipodes de la République d'Irlande. L'Allemagne et la Belgique, en revanche, sont plus complexes à interpréter : s'ils sont constitués d'une part de publics permissifs, irréguliers, dévalorisant la famille — semblables en cela aux Néerlandais —, ils comprennent aussi des strates sociales à tout le moins déliées des valeurs égalitaires et consensuelles de la social-démocratie ; la conjugaison de ces deux strates de la population conduit à un positionnement élevé sur l'axe 2, d'autant plus élevé, nous l'avons vu, que l'avantage — relativement aux autres pays européens — appartiendrait aux partisans de l'anti-subversion, particulièrement nombreux en Allemagne. Le diagnostic en serait que, si la classe politique fédérale est fortement implantée dans la modération social-démocrate, des strates importantes de la population en restent déliées. L'Allemagne restait encore, en 1990, plus que les autres pays européens, un pays où les tentations de l'extrémisme trouvaient de larges échos dans de larges portions de sa population, en une époque, pourtant, d'euphorie plutôt que d'inquiétude, or l'inquiétude ne fut jamais facteur de stabilité. La Grande-Bretagne, enfin, particulièrement confiante en la plupart de ses institutions, affichant une forte préférence pour la liberté, et un peu moins permissive que la moyenne, est légèrement orientée vers le pôle conservateur radical, par rapport à la moyenne européenne, sans pour autant être très spécifique.

C'est là se contenter de l'analyse d'une position moyenne entre 1981 et 1990, et omettre que ces neuf pays se sont déplacés d'une date à l'autre. Le mouvement global de l'Europe se déroule non pas sur l'axe horizontal que nous avons qualifié de « recours au modernisme », mais sur l'axe vertical : à mesure que l'importance de la religion se délite et que la permissivité se développe en Europe, l'entraînant ainsi à gauche, la famille, qui gagne en importance, retient le mouvement vers la droite pour l'équilibrer largement. Le mouvement est autre : les lentes réformes comme mode d'évolution privilégié de la société se sont imposées. Malgré une augmentation de la xénophobie en Europe, l'importance reconnue à l'épanouissement de l'individu, augmente : la xénophobie n'est pas la locomotive qui entraînerait les populations vers le conservatisme radical, pour l'instant.

C'est donc à un cumul d'attitudes de modernisme et de conservatisme, tous deux modérés, que nous assistons. Le glissement général de l'Europe n'est ni vers une gauche permissive, ni vers une droite dure, mais vers un centre modéré, social-démocrate, dont le principe est le consensus. Certains pays ont pu prendre une orientation plus ou moins moderniste ou conservatrice, certes, mais la moyenne européenne ne présente qu'un léger déplacement vers la gauche, déplacement situé à la limite de la fourchette d'incertitude. Le mouvement majeur, statistiquement significatif, se fait perpendiculairement à cette distinction du politique entre droite et gauche : le mouvement est en direction du centrisme. Si, au niveau national, la dyade gauche-droite fait l'objet de grands investissements, le progrès des années quatre-vingt est ailleurs.

Les mouvements des neuf pays sont plus ou moins rapides sur cet axe vertical, axe qu'aucun pays ne remonte. L'Irlande, la Belgique, le Danemark (orienté un peu vers la droite) et, surtout, les Pays-Bas, exécutent un mouvement particulièrement ample. La France est restée d'une grande fixité ; en avance sur le reste de l'Europe en 1981, elle est maintenant dans la moyenne. Le fait est plus étrange quant à l'Allemagne : déjà très haut sur l'axe 2 en 1981, elle n'a pas varié depuis, et devient donc plus spécifique encore. Il lui faudra, sur ce plan, rattraper un retard d'autant plus lourd, nous pouvons le supposer, que la réunification des Länder de l'Est ajoute des motifs à des tensions latentes que nous avons ici explicitées, et des populations qui, n'ayant jamais connu la démocratie depuis la République de Weimar, pourraient être moins ancrées dans les valeurs de la social-démocratie.

### 21. L'évolution des nations dans le plan principal



Source : Enquête EVS 1981 et 1990; calculs OFCE.

Ce point de vue est tempéré par le fait que la distance qui sépare les pays les plus hauts des plus bas est du même ordre de grandeur que le plus ample déplacement vertical enregistré pour une nation — celui des Pays-Bas —, ce qui atteste de la possibilité toujours ouverte aux retardataires de rattraper le milieu du peloton. Si nous extrapolons les évolutions des années quatre-vingt, la résorption de la distance qui sépare la République d'Irlande du reste de l'Europe pourrait exiger quelques générations, alors que le mouvement vertical serait susceptible d'être plus rapide.

On pourra objecter à ces observations le fait que le lien entre valeurs privilégiées d'une nation et réalité des décisions politiques est assez lâche. Il est fort probable, en effet, que si les pouvoirs politiques se calaient nécessairement sur les opinions, la peine de mort, par exemple, aurait plus de chance d'être rétablie que définitivement abolie en France. Il existe donc d'autres processus de régulation des sociétés

que l'opinion majoritaire. S'il est possible de trouver des modes de régulation de la société sans nécessairement tenir compte de l'opinion des individus qui la composent, il n'en demeure pas moins vrai que la plupart des orientations politiques d'une nation sont tenues de se fonder sur un minimum de respect de ce qui constitue la norme privilégiée.

En Italie comme en Allemagne, le tableau économique et les espoirs ont bien changé entre 1990, année du dernier sondage, et 1993, mais il peut sembler étrange, actuellement, que l'Italie, confrontée simultanément à la crise de ses institutions politiques et de son Etat — qui ne voit plus entrer ses impôts —, à la prise de conscience des faiblesses de son économie que, encore récemment, l'on avait crue des plus florissantes, ne soit le siège d'une grande violence sociale : le pays que l'on eût crû d'une grande fragilité tient tout de même bien (pour ne pas dire : de façon remarquable) devant sa situation difficile. C'est bien au contraire l'Allemagne — même celle de l'Ouest — qui, paradoxalement, se montre fragile, malgré des capacités économiques considérablement meilleures que celles de l'Italie, fragilité qui se révèle par un climat de violence sociale assez avancé. Le retour des violences raciales, une extrême-gauche encore pourvue d'une grande puissance, des partis ultra-conservateurs disposant d'une assise électorale importante, particulièrement dans le Sud, comme nous pouvions le constater aux dernières élections européennes de 1989, puis au temps de la réunification au travers du mouvement « *Wir sind ein Volk* », sont autant de révélateurs de l'instabilité de certaines strates de la société allemande. Le portrait de l'Allemagne qui se dessine ici est en effet celui de populations d'une part très à gauche, très permissives, déliées du sens de la famille, et d'autre part, très conservatrices, sans attachement aux progrès modérés de la société, socialisées par le seul travail, détachées de cette valeur consensuelle par excellence qu'est le changement progressif de la société par des réformes. Ces types sociaux décrits ne forment bien sûr pas *toute* la société allemande, mais, par comparaison avec les autres pays européens, les effectifs des populations concernées font la spécificité de l'Allemagne. Il est probable que, si la société italienne est en mesure de supporter un taux élevé de chômage et une crise économique importante, la société allemande ne dispose pas des mêmes capacités de résistance.

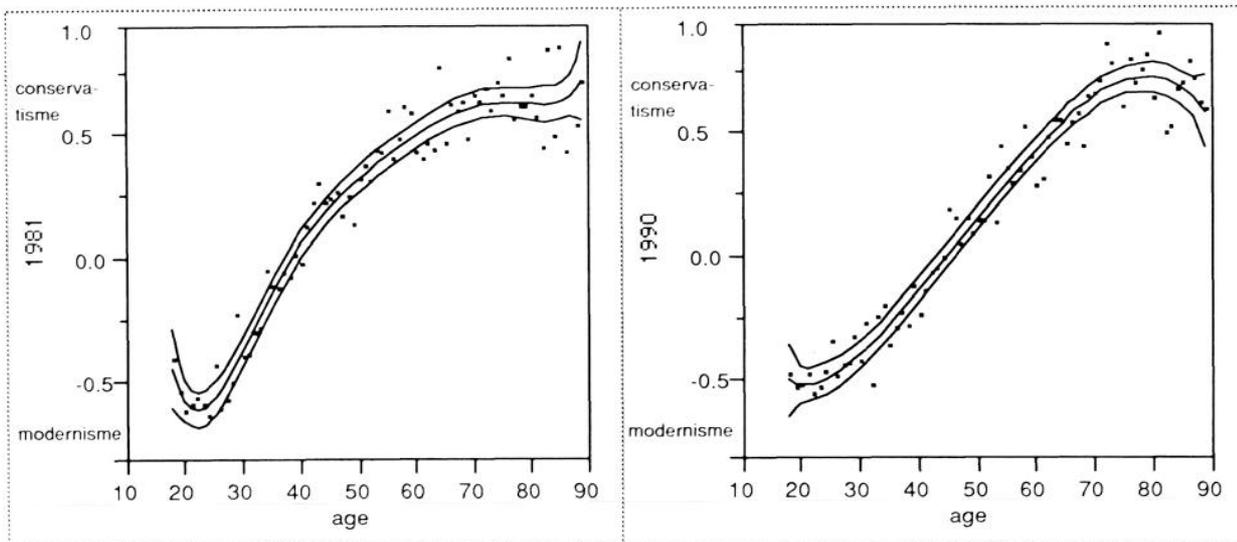
### ***Modernisme-conservatisme : la querelle des âges et des générations***

L'âge est une donnée descriptive extrêmement complexe, qui encode d'une part la position de l'individu dans son cycle de vie, position qui implique des positions statutaires et des obligations éminemment distinctes — formation scolaire, activité professionnelle, retraite —, et d'autre part la génération de l'individu, c'est-à-dire l'époque de sa formation, et ses implications sur les attitudes. Si le premier point de vue est le plus facile à concevoir et à mettre en évidence, le second pose le problème du recul historique de la connaissance empirique des valeurs du passé. Autrement dit, nous ne savons pas si les octogénaires sont plus sensibles au modèle conservateur et antipermissif parce qu'ils sont nés en une époque où la rigueur morale était la norme instituée, ou bien si au long de leur existence, leur rigorisme moral s'est accru.

La principale difficulté de la question consiste en ce que les matériaux empiriques en mesure de répondre sont quasi inexistantes, en tout cas pour ce qui concerne les valeurs : un tel matériau doit concerner des échantillons interrogés particulièrement larges, et représenter un recul historique suffisant pour permettre des conclusions valides. A condition de cumuler l'ensemble des pays d'Europe, ces deux conditions sont remplies, sur un intervalle de dix ans.

Le positionnement des individus sur l'axe 1 représente, de façon relative, le caractère plus ou moins moderniste de leurs attitudes révélées par leurs réponses. Nous sommes donc en mesure de positionner chaque groupe d'individus nés une année donnée par leur moyenne sur l'axe 1. Ces groupes d'âges, qui vont de 18 à 89 ans ont des effectifs variables : environ 300 individus pour les plus jeunes, jusqu'à quatre-vingt pour les derniers septuagénaires. En 1981 et en 1990, nous donnons les courbes qui approchent au mieux les points indiquant, par classe d'âge, l'indice de « modernisme-conservatisme » <sup>(18)</sup>. Elles présentent des formes relativement proches : le phénomène suivant lequel les plus jeunes sont d'une façon générale plus « modernistes » que les plus âgés est avéré. Le phénomène est invariable de 1981 à 1990, comme est invariable le fait que, avant 25 ans et après 70 ans, le mouvement est moins marqué. Ce serait donc chez les individus en âge d'être actifs (de 25 à 65 ans) que les opinions seraient le plus rapidement susceptibles d'évoluer.

## 22. Le lien entre âge et conservatisme



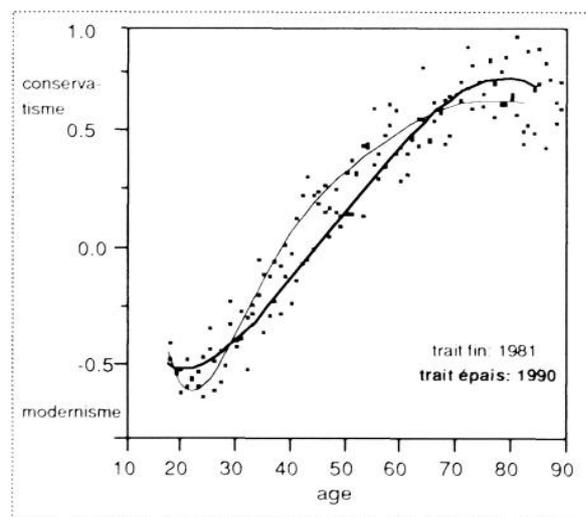
Source : Enquête EVS 1981 et 1990 ; calculs OFCE.

Pourtant, les deux courbes présentent de subtiles différences : en 1981, le mouvement vers le conservatisme était plus puissant entre 23 et 40 ans qu'il ne l'était en 1990. Ce phénomène d'accélération n'est pas avéré en 1990 : de 25 à 70 ans, l'alignement est aussi parfait que possible. Cela montre, en fait, que les générations n'existent pas vraiment : il existe une parfaite continuité d'un pôle de la vie à l'autre ;

(18) Nous régressons la moyenne de « modernisme-conservatisme » en fonction de l'âge sur une courbe polynomiale de degré six, en raison de la « souplesse » d'une telle courbe, qui permet ainsi d'ajuster au mieux, au plus près, les points empiriques. Les coefficients obtenus par la régression sont évidemment entachés d'une erreur statistique, d'une part d'incertitude: les deux courbes qui encadrent la courbe de régression signalent les limites de cette incertitude à 5 % près.

il n'existe aucune rupture entre le modernisme des jeunes et le traditionalisme des gens âgés, mais un continuum<sup>(19)</sup>. Cela atteste de la fonction localement mélangeante de la société : il n'existe en ce cas aucune génération, née dans un contexte précis, qui vivrait dans un état d'« isolat » moral, et qui serait en mesure de cultiver et de se tenir à des vues spécifiques, rigides et fermes sur la société ; s'il existe des différences entre les plus jeunes et les plus âgés, il semblerait que chaque classe d'âge choisit un mi-chemin entre prédécesseurs et successeurs, par proximité, en tout état de cause entre 25 et 65 ans. Cela montre aussi le peu de validité de la démarche qui consisterait à chercher le « bon découpage » des classes d'âge (en groupes de cinq, dix, quinze ans d'intervalle ?), puisque, globalement, le mouvement de gauche à droite est parfaitement continu. C'est là le constat de fait, à deux dates données, du lien social entre âge des individus et rapport au modernisme.

### 23. L'évolution des âges et du conservatisme



Source : Enquête EVS 1981 et 1990 ; calculs OFCE.

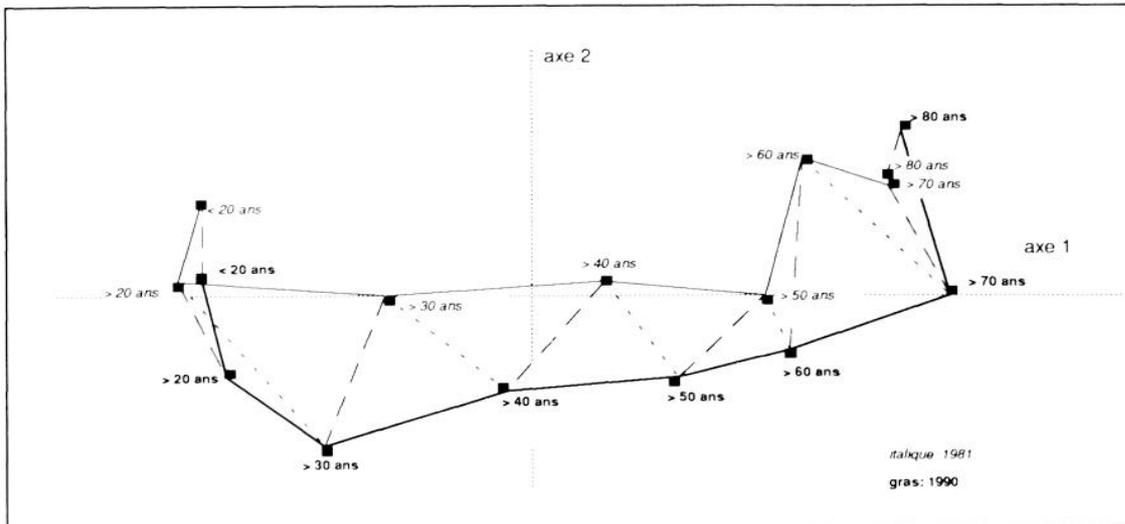
La superposition des deux courbes nous indique qu'en 1990, l'échantillon d'Européens mettait plus longtemps à atteindre le mi-chemin entre modernisme et traditionalisme. L'image en serait une société plus à gauche ? Ce n'est pas le cas, parce que les jeunes commencent leur vie de citoyen moins à gauche, et les citoyens âgés plus à droite (une droite classique et non pas forcément ce que l'on appelle, peut-être à tort, l'extrême-droite) que leurs prédécesseurs de 1981.

C'est en fait sur l'ACP que se présente une réponse, confinée aux limites des années quatre-vingt, de la dynamique générationnelle du choix des valeurs. Sont représentés, sur le plan principal, les positionnements des classes d'âge, de dix ans en dix ans, des individus issus des deux enquêtes. Il existe à première vue une translation d'une courbe à l'autre. Plus finement, les déplacements sont plus

(19) Mais absence de ligne de rupture n'a jamais signifié indifférenciation : chacun des pôles correspond à des choix de valeurs substantiellement différents, choix qui concernent une multitude de rapports particuliers à l'existence ; comme dans un aimant, il existe un pôle nord et un pôle sud, reliés l'un et l'autre par la continuité du corps métallique de l'aimant, mais on ne peut dire que pôle nord et pôle sud sont une même chose.

complexes, et intéressants. De 1981 à 1990, au long de neuf années, les neuf nations européennes ont suivi leur cours propre, ce qui aurait laissé supposer que les évolutions des classes d'âge, supposées indépendantes d'une nation à l'autre, n'auraient rien donné en moyenne. Il n'en est rien : les évolutions tendent à être semblables, la moyenne des déplacements, classe d'âge par classe d'âge, n'étant pas nulle, ni sur l'axe 1, ni sur l'axe 2. A une année près (soit 10 % du positionnement relatif) les plus de vingt ans de 1981 sont devenus les plus de trente ans de 1990, ce qui permet de visualiser, d'une part, le devenir des générations, c'est-à-dire ceux qui naquirent à une même date, et, d'autre part, la position à laquelle sont parvenus ceux qui, nés dix ans après, sont venus les remplacer dans une classe d'âge donnée. Ont donc été matérialisés les deux mouvements principaux de cette évolution : l'évolution à âge égal (les tirets, qui matérialisent le remplacement, dix ans après, des classes d'âge par celles qui leur succèdent), d'une part, et le vieillissement des générations, de l'autre (en pointillés).

#### 24. Ages et générations dans le plan principal



Source : Enquête EVS 1981 et 1990 ; calculs OFCE.

Le constat systématique est que toutes les générations, en dix années, ont évolué vers le pôle du conservatisme. Autrement dit, l'hypothèse suivant laquelle la détermination des choix de valeur est influée par la position d'un individu dans son cycle de vie est avérée. Le mouvement vers la droite, au cours de notre vie individuelle, est le plus probable. En prenant de l'âge, nous aspirons collectivement à plus de religion, de famille, de confiance en les institutions, moins de permissivité, plus de respect pour l'autorité. Si des individus donnés peuvent remonter la flèche du temps, la probabilité pour passer de la gauche à la droite du plan principal est plus forte que celle du passage inverse. Cela est vrai, en tout état de cause, dans les années quatre-vingt, mais ne préjuge pas de l'avenir, encore qu'il soit assez probable.

L'autre mouvement, celui des classes d'âge, qui consiste à regarder les opinions de ceux qui ont remplacé leurs prédécesseurs à un âge donné, n'est pas non plus dénué d'intérêt. Les principales mutations des classes d'âge ont lieu au milieu de l'échelle d'une part, et aux extrémités de l'autre.

La comparaison des quadra- et quinquagénaires entre 1981 et 1990 est immédiate. Si nous avons dit plus haut que chaque génération a suivi son chemin vers le conservatisme, il ne semble pas qu'il y ait rattrapage des prédécesseurs : les quadra- et quinquagénaires de 1990 sont plus modernistes que voilà dix ans. Nous pourrions même dire qu'ils ont gagné l'équivalent de cinq années de modernisme sur leurs prédécesseurs. Ceux dont la formation politique eut principalement lieu entre l'après-seconde guerre mondiale et les années soixante-dix semblent donc mus d'un mouvement relatif vers la gauche. Ce fait montrerait que la société serait animée d'un mouvement séculaire de modernisme moral de chaque génération sur les précédentes. Ce serait une généralisation par trop rapide : il s'agirait plutôt de la diffusion des idées de soixante-huit dans des strates plus nombreuses de la population.

Les triagénaires, comme les sexagénaires, ont connu un mouvement de modernisme moindre. Aux deux extrémités de l'échelle, les septuagénaires — dont les effectifs sont peut-être faibles —, mais surtout les duagénaires, se sont orientés vers plus de conservatisme. Le recentrement de ces derniers attesterait de la fin de l'effet « années soixante-dix » de modernisme militant des plus jeunes citoyens. La conséquence en est que la distance entre les dua- et les triagénaires est plus faible en 1990 qu'elle ne l'était en 1981. La conséquence en est aussi que le mouvement résiduel moyen de la société, qui serait globalement orienté à gauche si le mouvement des tria- à quinquagénaires avait été général, en étant rattrapé aux deux extrémités, est faible.

Il faut noter aussi que les triagénaires de 1990, qui n'ont pas fait 1968, sont plus à gauche que leurs prédécesseurs de 1981 (qui, eux, l'avaient fait) : ce phénomène, qui peut sembler étrange, pourrait attester d'une diffusion au moins partielle des opinions de 1968 ; si 1968 avait été fait principalement par des strates étudiantes dont le poids dans la société était plus limité que maintenant, leur héritage fut repris par leur successeurs, venus dix ans après, plus nombreux. Les idées de 1968 se seraient donc diffusées, mais les duagénaires de 1990 sont en léger repli, révélant une modification au *Zeitgeist*, de l'esprit du temps, effet possible de la crise.

Il faut néanmoins constater le fait que le mouvement le plus important concerne le deuxième axe, vers le bas duquel sont orientées toutes les classes d'âge, les octogénaires exceptés, mais leurs effectifs dans les deux enquêtes sont évidemment très faibles. Est notable le mouvement exécuté par les duagénaires de 1981, qui se sont considérablement recentrés : moins conservateurs que leurs prédécesseurs, ces Européens de trente à trente-neuf ans, en 1990, sont surtout les plus grands partisans de la modération. Alors que le premier axe montre combien l'âge est discriminant dans le choix entre traditionalisme et modernisme, la marche vers la modération et le consensus est le fait de toutes les classes d'âge.

Autrement dit, le mouvement de la société peut s'apparenter à une forme de reptation : si le mouvement individuel — en tous cas des êtres humains qui constituent les cohortes nées la même année — est vers la droite, et celui des

classes d'âge tend à se faire vers la gauche, le mouvement véritable de l'ensemble est orienté sur le côté : celui d'une plus grande modération.

La dynamique des valeurs dans les années quatre-vingt consistait donc en une évolution vers le centre et le consensus : moins de Dieu mais plus de famille, moins de révolution, mais plus de permissivité, et un attachement plus prononcé en les valeurs de la concertation, de la social-démocratie, et de respect pour l'épanouissement de l'individu. Ce fait dépasse le conflit des générations, en se situant dans une autre dimension que ce dernier. L'ancrage au centre, celui du consensus, doit donc être souligné comme évolution majeure de l'Europe des années quatre-vingt.

## **Nation *versus* société : une Europe ou des patries**

Jusqu'ici, la question fut de noter les déterminismes nationaux, religieux, ceux des classes d'âge, etc. Il s'agit maintenant de comparer les influences propres de l'appartenance nationale, d'une part, et d'autre part de l'appartenance sociale, pour constater les effets les plus puissants. La question est cruciale : soit la nation comporte en elle-même des déterminismes plus puissants que la position sociale, et alors il existerait des formes nationales irréductibles de vision du monde, soit, au contraire, la nation serait une distinction statutaire comme une autre, moins influente que les différences sociales, et alors nous pourrions penser que l'unification de l'Europe risquerait peu de se heurter au mur des valeurs ; si les différences sociales sont plus fortes que les différences nationales, alors, l'arbitrage des valeurs tel qu'il est réalisé par la démocratie au niveau national ne poserait pas de problème substantiellement différent dans le cas, élargi, d'une union politique européenne.

Nous avons précédemment fait émerger l'existence de deux axes majeurs et indépendants de différenciation des opinions : les deux axes de l'ACP. Nous présentons maintenant, pour ces deux axes, les déterminismes du positionnement vers un pôle ou l'autre, en fonction de l'appartenance sociale et nationale des individus. Il s'agit maintenant de constater, entre détermination sociale (âge, diplôme, religion,...) du choix de valeurs et détermination nationale, laquelle est la plus forte. Autrement dit, la question est de savoir si les citoyens européens sont des citoyens nationaux dont les valeurs sont totalement différentes de celles de leurs voisins européens, ou bien si des différences nationales sont moins grandes que les différences sociales. A cette fin, nous avons mis sur pied deux modèles *logit* (voir encadré 3), qui nous permettent de distinguer, du déterminisme national et des déterminismes sociaux, les plus puissants.

### 3. Le modèle logit

L'ACP propose une lecture du lien brut entre le statut socio-démographique ou l'appartenance nationale et les valeurs attachées à chacun de ces statuts. Ce lien brut est peut-être facile à comprendre, d'un point de vue épistémologique — par exemple, un pratiquant religieux a plus de chance de se situer du côté du pôle de la rigueur morale qu'un non pratiquant pris au hasard — , mais peut conduire à des erreurs d'analyse : la question, qui est celle des effets de structure, est de savoir si ce lien entre religion et rigorisme moral est dû à l'effet pur de la religion, ou bien au fait que les pratiquants, par exemple, sont d'une façon générale plus âgés que les non-pratiquants, et, par conséquent, plus rigoureux moralement. Le modèle logit permet une élimination des effets de structure en recherchant les effets purs, « toutes choses égales par ailleurs », attachés à chaque statut particulier.

Le modèle logit permet donc de faire la part entre les effets liés à chaque variable, et de comparer déterminisme national et déterminisme social, à structure de population égale. Nous avons ici appliqué la procédure au positionnement sur les deux axes de l'ACP

- le premier modèle recherche les propensions du positionnement vers le pôle moderniste (coefficients de signe positif) *versus* de rigueur morale ;
- le second vers le pôle extrémiste (positif) *versus* modéré.

Les variables explicatives sont l'année de sondage, la nationalité, l'âge, l'âge de fin d'études, la profession, l'état d'activité, la pratique religieuse et l'état-civil. Nous avons effectué des regroupements des variables en raison des limites de la puissance du matériel informatique disponible.

*Le modèle logit délivre des coefficients qu'il s'agit de détailler :*

- le coefficient  $\beta$  exprime l'effet propre d'une modalité explicative d'une variable par rapport à la moyenne de l'échantillon, compte tenu des autres effets introduits dans le modèle ; par exemple, pour le premier modèle, si  $\beta$  est positif, l'effet pur de la modalité est un soutien des valeurs de modernisme ;
- l'écart-type, comme dans toute régression, exprime la variance de la distribution des individus appartenant à la modalité explicative considérée ;
- le  $\text{Khi}^2$  de Wald est un test tenant compte de la force de l'effet propre  $\beta$ , et de la taille de l'échantillon concerné par la modalité explicative ; plus il est élevé, plus la modalité (ou la variable) intervient fortement dans la variable à expliquer, et plus elle est significative ;
- $\text{Pr}(\text{Khi}^2 > st)$  est le test de significativité du  $\text{Khi}^2$  par rapport au  $\text{Khi}^2$  d'une distribution aléatoire ; cette significativité est vraie à 1 % d'erreur près lorsque la valeur est 0.01 ; par exemple, dans le choix entre des valeurs de violence ou de modération, le fait d'être un col bleu contribue légèrement, à 1 % d'erreur près, à choisir la violence, par rapport à la moyenne de la population européenne ; ce lien est assez faible ; le fait d'être col blanc contribue en revanche de façon très significative à choisir la modération.

## Modernisme et rigueur morale : l'Europe des générations et l'Europe des religions

Le positionnement entre modernisme et conservatisme s'explique avant tout par la pratique religieuse, ensuite par l'âge et par l'appartenance nationale, dont la force explicative est comparable. La distinction nationale est donc considérablement moins puissante que la distinction liée au rapport à la religion (l'opposition n'étant pas, d'ailleurs, une opposition de culte, mais celle, plus facile à situer, de la différence religieux-laïc) et comparable à la différence d'âge <sup>(20)</sup>. Il existe bien sûr des différences nationales rémanentes, entre, de part et d'autre, les Pays-Bas et la Répu-

### 1. Les paramètres du modernisme

Variable	Coefficient $\beta$	Ecart type	Khi <sup>2</sup> de Wald	Pr(Khi <sup>2</sup> >st) (signific.)
1990	,0661	,0146	20,47	,0000
PAYS			738,80	,0000
Espagne	-,1677	,0476	12,41	,0004
Rép.d'Irlande	-,6190	,1365	20,56	,0000
Grande Bretagne	-,4487	,0406	122,10	,0000
Allemagne	,6115	,0395	239,62	,0000
Italie	-,1787	,0415	18,57	,0000
Pays-Bas	,7751	,0631	151,14	,0000
Danemark	-,1167	,1314	,78	,3743
Belgique	,0625	,0729	,73	,3913
âge > 50 ans	-,3359	,0124	729,82	,0000
fin études > 20 ans	,2130	,0237	80,67	,0000
PROFESSION			25,41	,0000
Agriculteur	-,3640	,0787	21,38	,0000
col blanc	,1697	,0358	22,43	,0000
col bleu	,1070	,0339	9,95	,0016
sans pratique relig.	,6752	,0153	1941,18	,0000
ACTIVITE			113,24	,0000
chômeur	,2366	,0639	13,69	,0002
actif	,0317	,0343	,85	,3554
retraité	-,1842	,0509	13,10	,0003
fem. au foyer	-,3849	,0424	82,57	,0000
étudiant	,0865	,0673	1,65	,1983
ETAT CIVIL			162,73	,0000
veuf	-,0436	,0689	,40	,5264
marié-divorcé	-,0335	,0511	,42	,5120
célibataire	,7166	,0765	87,75	,0000
couple non marié	,3128	,0557	31,55	,0000
Constante	1,0682	,0669	254,95	,0000

Source : enquête EVS 1981 et 1990, calculs OFCE.

(20) Lorsque nous écartons l'état-civil, la situation professionnelle et le diplôme comme variables explicatives du modèle, la force explicative de l'âge devient bien supérieure à celle de la nation: l'état-civil, comme l'activité, encode une partie des conditions statutaires de l'âge, et donc affaiblit son effet.

blique d'Irlande, mais ces différences sont considérablement moins fortes que celles qui préexistent dans chaque nation particulière. Autrement dit, pour ce qui est des valeurs modernistes ou conservatrices, deux individus de même âge ou ayant les mêmes attitudes religieuses sont plus proches, quelle que soit leur nation d'origine, que deux compatriotes d'âge différent ou d'attitudes religieuses différentes. Cet axe, qui recouvre largement la dyade politique gauche-droite, dépasse largement les distinctions nationales. La conséquence en est que, devant le rapport au « modernisme », les pays d'Europe partagent la même culture.

Il s'agit ici de noter que le modèle *logit* ainsi bâti est d'une bonne qualité, puisqu'il conduit à 72 % de bons classements <sup>(21)</sup> entre le groupe « moderniste » et le groupe « conservateur », ce qui constitue un score assez remarquable. Cela signifie que les variables descriptives des individus introduites dans le modèle permettent de différencier très convenablement leur choix de valeur ; l'axe est donc éminemment lié à la position statutaire des individus, position statutaire qui ne leur laisse, en définitive, que des marges de choix réduites : seuls 28 % de la population font un choix paradoxal par rapport à ce que l'on attend d'eux. C'est une occasion de constater combien les valeurs choisies par les citoyens européens expriment leur statut social.

### ***Extrémisme et centrisme : des nations et des passions***

L'axe 2, qui oppose la violence à la modération, est plus problématique, d'abord parce qu'un pays, l'Allemagne, pose un problème de taille ; comme nous l'avons vu précédemment, loin à l'arrière des autres pays européens en 1981, il n'a pas bougé depuis ; autrement dit, il est encore plus loin, puisque les autres pays se sont recalés depuis sur un modèle centriste.

Le modèle *logit* expliquant la distinction extrémisme *versus* centrisme confirme ce verdict. A structure de population égale, l'Allemagne apparaît comme extrêmement spécifique. Le coefficient  $\beta$  indique en effet que l'Allemagne fournit, à classe socio-économique égale, des effectifs d'extrémistes doubles de la moyenne européenne. Cet effet est plus que significatif, et contribue pour plus du tiers au  $\text{Khi}^2$  de Wald de la variable nation ; autrement dit, les populations allemandes, pour ce qui est de leurs valeurs, sont extrêmement spécifiques. L'Allemagne, à voir le comportement et les décisions de sa classe politique, est un pays européen comme un autre, prêt à la négociation, favorable à l'Europe, un pays que l'on ne pourrait dire animé par la volonté farouche de conserver une stricte et jalouse souveraineté nationale, au delà de sa politique monétaire rigide. La spécificité vient plutôt de la population, qui est globalement attachée à des valeurs qui ne sont ni celles de son gouvernement, ni celles du reste de l'Europe : résistance et hostilité aux améliorations que l'on pourrait apporter à la société, refus de l'idée suivant laquelle, dans

---

(21) Le modèle *logit* permet d'inférer, d'après les paramètres obtenus, la catégorie prévisible où devrait se retrouver chaque individu : en fonction de ses caractéristiques sociales, tel a-t-il plus de chance d'être « moderniste » ou « conservateur » ? Un modèle *logit* parfait permettrait une identité entre la catégorie véritable où se trouve l'individu, et la catégorie prévue par le modèle, et aboutirait à 100 % de bons reclassements. Ce n'est jamais le cas dans les recherches empiriques, puisque les individus sont plus libres de leurs comportements que nous ne voulons bien le croire.

l'entreprise, il faut être d'accord avant d'obéir, signes de nihilisme familial, sensibilité xénophobe... Assez différente, en 1981, des autres populations européennes, la société allemande, qui n'a pas vraiment varié en dix ans au sein d'une Europe encore plus attachée aux valeurs du consensus, devient très spécifique. Il est possible que la réunification, et l'euphorie qui était celle de l'Allemagne du printemps 1990, aient conduit à des attitudes particulières que mesure cette enquête ; pourtant, ce n'est pas la béatitude de l'euphorie que nous percevons ici, en 1990, mais plutôt son contraire. Nous pouvons craindre que les difficultés actuelles ne soient pas faites pour apaiser cet esprit d'anxiété.

Pour ce qui concerne les descriptifs socio-démographiques nous pouvons constater que les effets des variables liées à la position des individus dans la hiérarchie sociale sont le plus souvent significatifs, mais moins puissants que l'effet national. En outre, la proportion de bons classements en fonction des variables descriptives choisies pour le modèle, qui est de 62 %, est assez faible : si la position des individus dans la hiérarchie sociale intervient significativement dans le choix entre centrisme et extrémisme, ainsi que leur nationalité, ils disposent néanmoins de marges de choix individuel, idiosyncratique, bien plus larges que pour le premier axe ; près de 38 % des individus effectuent un choix paradoxal par rapport aux prévisions du modèle. A moins de l'existence d'une variable collective cachée qui pourrait permettre une meilleure prévision du positionnement sur cet axe 2, il semblerait que cet axe national est aussi l'axe de l'imprévisible, de l'idiosyncratique, du choix individuel, passionnel, où le déterminisme social existe, mais est plus faible que dans le cas du premier axe.

Sur cet axe passionnel, la convergence des pays européens n'est pas faite, tant s'en faut, aussi bien que dans le cas du premier axe. Cet axe ne révèle pas d'influence plus cruciale que celle de l'appartenance nationale, le statut social n'intervenant qu'en seconde instance. Cet axe semblerait avoir plus trait au psychisme qu'à des appartenances collectives établies, comme l'atteste le score des bons reclassements, qui montre la grande liberté de choix idiosyncratique. L'hypothèse que nous pouvons émettre est que les thèmes d'opposition des individus sur l'axe 2, thèmes passionnels, sont construits non pas en référence à des appartenances sociales dont la nature est d'être généralement transnationale, mais simplement par les moyens d'une culture purement nationale, c'est-à-dire en circuit fermé. Nous retrouvons ici l'hypothèse que nous avons émise sur la question de la xénophobie, question qui est d'ailleurs associée à cet axe de « violence-modération » : déconnexion des faits objectifs, mouvements rapides, apparence de désordre. L'axe 2 semble être celui des réactions irrationnelles de la population : plus une strate de la société se situe haut sur cet axe, plus elle risque de reprendre à son compte des opinions chargées d'un fort contenu émotionnel. Si cet axe est celui des dérives irrationnelles et affectives (en haut de l'axe), il ne fait pas de doute que ses implications politiques peuvent être cruciales.

Ce n'est pas ici une variation sur le thème de « classes laborieuses, classes dangereuses », tant s'en faut : si l'axe 2 est significativement associé à une hiérarchie sociale, cette dernière est moins rigide classifiante que l'âge et la religion sur l'axe 1 ; autrement dit, toute catégorie sociale est en mesure de fournir de larges contingents de violents idéologiques, mais les individus qui connaissent des situations sociales plus difficiles sont légèrement, mais significativement, plus sensibles aux thématiques de l'extrémisme.

Un cas exemplaire en est pourtant le sentiment d'appartenance à l'Europe, qui est situé au bas de l'axe 2, du côté du pôle modéré. En France, le revirement des intentions de vote, extrêmement rapide, lors des mois qui précèdent la ratification du traité de Maastricht, et la structure sociale du vote, qui opposait un « oui » plutôt élitaire à un « non » plutôt populaire, montrent combien la question européenne était un thème situé passionnellement. A partir d'un sujet, semblait-il, aussi froid et rationnel que le choix futur d'une société et d'un système économique unifiés, ce sont au contraire les passions qui se sont déchaînées. Que la consultation fut l'occasion d'un affrontement non pas gauche-droite mais centre-extrême a fasciné nombre d'observateurs. C'est pourtant tout sauf surprenant. La question était en fait

## 2. Les paramètres de l'extrémisme

Variable	Coefficient $\beta$	Ecart type	Khi <sup>2</sup> de Wald	Pr(Khi <sup>2</sup> >st) (signific.)
1990	-,1856	,0131	200,88	,0000
<b>PAYS</b>			1068,72	,0000
Espagne	-,3923	,0416	89,04	,0000
Rép.d'Irlande	-,2111	,1085	3,78	,0517
Grande Bretagne	,1080	,0353	9,33	,0022
Allemagne	,6912	,0346	398,18	,0000
Italie	-,5060	,0363	194,16	,0000
Pays-Bas	,1828	,0550	11,07	,0009
Danemark	-,0798	,1171	,46	,4954
Belgique	,4403	,0649	45,98	,0000
âge > 50 ans	,0142	,0109	1,70	,1920
fin études > 20 ans	-,2650	,0218	148,14	,0000
<b>PROFESSION</b>			157,24	,0000
Agriculteur	,3805	,0623	37,32	,0000
col blanc	-,3326	,0305	118,84	,0000
col bleu	,0673	,0284	5,60	,0179
sans pratique relig.	,1163	,0138	70,76	,0000
<b>ACTIVITE</b>			37,54	,0000
chômeur	,1326	,0582	5,19	,0226
actif	-,0892	,0312	8,17	,0042
retraité	,0903	,0442	4,17	,0410
fem. au foyer	-,0194	,0378	,26	,6080
étudiant	-,2729	,0600	20,67	,0000
<b>ETAT CIVIL</b>			44,68	,0000
veuf	,1693	,0595	8,09	,0044
marié-divorcé	-,0525	,0459	1,30	,2529
célibataire	-,0113	,0649	,03	,8614
couple non marié	,1327	,0499	7,06	,0079
Constante	-,2736	,0587	21,72	,0000

Source : enquête EVS 1981 et 1990, calculs OFCE.

idéale pour opposer la raison à la passion, mais aussi, de façon plus générale, les élites au peuple, et les mouvements extrémistes aux mouvements modérés ; l'échiquier politique a réagi à merveille, en fonction de l'idéologie plus ou moins passionnelle de leurs électeurs. Rapidement réinterprété en termes populaires, Maastricht était le traité du libéralisme vainqueur d'une part, et d'autre part celui des frontières grandes ouvertes pour l'immigration, la criminalité, la drogue, la concurrence professionnelle, etc. Un péril d'invasion en provenance d'un ailleurs incertain, étrange et, surtout, étranger. Le consensus apparent a volé en éclat dès que fut proposée au peuple la consultation nationale. Notons au passage le coup de génie de la campagne anti-Maastricht : « *Liberté, je chéris ton non* ». Le plan factoriel indique que l'idée de liberté n'est pas une passion d'élite, qui a soif d'égalité — une idée d'égalité, les hésitations étant plus fortes, bien sûr, lorsqu'il s'agit d'égaliser les revenus —, mais un mot d'ordre dont l'écho est meilleur dans le peuple. Le slogan réalisait là une subtile alchimie du verbe, par sa parfaite adéquation entre le mot et le public visé, celui des extrémistes, alchimie qui a rallié au « non » une part substantielle des indécis qui auraient pu faire la décision. Que le « oui » eût gagné fut en fin de compte une surprise de la dernière heure. Certes, un autre pays, l'Irlande, a ratifié le traité par voie référendaire ; l'état de développement relatif de l'économie de cette nation y était pour une part, la nature moins passionnée des débats pour une autre. L'exemple français montre que suivre une telle procédure référendaire en Allemagne aurait toute chance d'être un échec cuisant, au profit de Verts, et des extrêmes (gauche et droite) qui auraient tôt fait de se délecter d'un pareil plat : autant enterrer l'Europe immédiatement.

L'exemple de l'unification européenne, qui se développe sur l'axe psychopolitique centrisme-extrémisme, particulièrement conditionné à l'échelon national, a donné l'occasion de révéler un conflit latent moins évident que la dyade transeuropéenne modernisme-conservatisme qui semblait à la base de tout discours politique. Il a donné plutôt l'expression à un conflit transversal à l'opposition gauche-droite, entre des partis animés d'une violence fondatrice et les autres.

Ce deuxième axe fondamental, entre violence et modération, met particulièrement en lumière le problème allemand. Les signes de croissance des extrémismes que l'on distingue au pays de la stabilité économique (il l'était encore en 1990) ne sont pas le fait d'individus marginaux et isolés ; ils sont au contraire en étroite correspondance avec les valeurs de larges portions de la société allemande, où les publics potentiels de l'extrémisme sont plus nombreux que dans les autres pays européens.

## Conclusion

Nos valeurs sont le plus souvent le reflet de notre état social, mais aussi national. Si, au point de vue de l'opposition de premier ordre (conservatisme-modernisme), l'intégration européenne des valeurs est déjà faite, l'opposition de deuxième ordre (entre violents et modérés) montre les divergences nationales, en particulier dans le cas allemand, vis-à-vis duquel nous pouvons nous montrer soucieux. Le positionnement de ce pays montre la spécificité de sa population, plus sensible aux idéologies extrêmes que les populations des autres pays.

L'unification des valeurs en Europe est déjà largement faite sur l'opposition de premier ordre ; une éventuelle unification politique se montre donc possible. L'opposition de deuxième ordre est plus problématique. Une unification, avec, à la clef, l'émergence d'une citoyenneté européenne, pourrait pourtant être considérée comme nécessaire pour fournir une stabilité aux populations nationales soumises aux risques de dérapages passionnels incontrôlés. L'émergence de problématiques collectives européennes, la nécessité d'effectuer des choix en commun avec l'ensemble des concitoyens européens, et la création de médias européens délivrant des informations moins orientées vers le sensationnel et l'affectif, pourraient contribuer au renforcement d'une communauté de valeurs, gage de stabilité.

En définitive, l'Europe est à mi-chemin entre une divergence — qui serait historiquement regrettable — et une unification que seule la création d'une citoyenneté européenne pourrait asseoir : l'absence, dans le peuple européen, de perception des enjeux de fond ne peut que nuire à un projet qui anime seulement ceux qui possèdent la compétence d'en concevoir l'étendue. Les autres citoyens, indifférents, risqueront toujours de passer à la franche hostilité.

## Références bibliographiques

- AGORAMETRIE : *Les structures de l'opinion publique*, différentes années ; Paris. *L'état de l'Europe*, 1992 : La Découverte, Paris.
- EUROSTAT, 1991 : *Portrait social de l'Europe*, Luxembourg.
- EYSENCK, Herbert J., 1954 : *The psychology of politics*, London, Routledge.
- FORSE, Michel, 1990, « Convergences sociales en Europe », *Observations et diagnostics économiques* n°30, Janvier.
- GALLAND, Olivier, 1991 : *La sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Collin.
- HOURMANT, Louis, 1992 : *La religion en France*, mimeo., Paris.
- KEKHOF, (R.P.) Jan, 1983 : *The Meaning of Value Studies for the Future of Europe*, mimeo., Université de Louvain, Louvain.
- MENDRAS, Henri, REILLER, Frédéric, 1990 : *Atlas, 340 millions d'Européens*, Paris, Ramsay.
- PERCHERON, Annick, REMOND, René, 1991 : *Age et politique*, Paris, Economica.
- RIFFAULT, Hélène (sous la direction de), 1993 : *Les systèmes de valeur des Français*, Paris, PUF., (à paraître).
- SCARDIGLI, Victor, 1987 : *L'Europe des modes de vie*, Paris, Ed. du CNRS.
- STOETZEL, Jean, 1943 : *La théorie de l'opinion*, Paris, PUF.
- STOETZEL, Jean, 1978 : *La psychologie sociale*, Paris, Flammarion.
- STOETZEL, Jean, 1983 : *Les valeurs du temps présent*, Paris, PUF.